



Conseil économique et social

Distr. générale
9 février 2024
Français
Original : anglais

Session de 2024

22-31 janvier et 9 février 2024

Point 17 de l'ordre du jour

Organisations non gouvernementales

Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2024

(New York, 22-31 janvier et 9 février 2024)

Résumé

À sa session ordinaire de 2024, qui s'est tenue du 22 au 31 janvier et le 9 février, le Comité chargé des organisations non gouvernementales était saisi de 508 demandes d'admission au statut consultatif, dont 294 demandes dont il avait reporté l'examen lors de sessions antérieures. Il a recommandé au Conseil économique et social d'accorder le statut consultatif à 132 organisations, reporté l'examen de 344 demandes à la reprise de sa session de 2024 et clos, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes de 30 organisations qui n'avaient pas répondu au moins deux jours ouvrables (48 heures) avant le début de la session aux questions qui leur avaient été posées. Le Comité a reporté l'examen d'une demande d'acceptation de fusion. Il a pris acte de cinq demandes de changement de nom. Il était également saisi de 870 rapports quadriennaux et a pris note de 734 d'entre eux. Le Comité a entendu les représentants de 15 organisations non gouvernementales.

Le présent rapport contient deux projets de décision sur lesquels le Conseil économique et social est invité à se prononcer.

Aux termes du projet de décision I, le Conseil déciderait :

- a) D'accorder le statut consultatif à 132 organisations non gouvernementales ;
- b) De noter que le Comité a décidé de prendre acte du changement de nom de cinq organisations non gouvernementales ;
- c) De noter que le Comité a pris acte des rapports quadriennaux de 734 organisations non gouvernementales, dont des rapports nouveaux ou déjà présentés ;



d) De clore, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes d'admission au statut consultatif présentées par 30 organisations non gouvernementales qui n'ont pas répondu au moins deux jours ouvrables (48 heures) avant le début de la session aux questions qui leur avaient été posées ;

e) De noter que le Comité a décidé de prendre acte des demandes de deux organisations non gouvernementales de retirer leurs demandes d'admission au statut consultatif.

Aux termes du projet de décision II, le Conseil prendrait note du présent rapport.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Questions appelant une décision du Conseil économique et social ou portées à son attention ..	4
Projets de décision soumis au Conseil pour adoption.	4
Projet de décision I	
Demandes d'admission au statut consultatif et de changement de nom et rapports quadriennaux reçus d'organisations non gouvernementales	4
Projet de décision II	
Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2024	22
II. Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales	22
A. Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures	23
B. Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et de reclassement	29
C. Demandes émanant d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif qui ont fusionné avec d'autres organisations non gouvernementales non dotées de ce statut.	33
III. Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil	33
A. Rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil dont l'examen avait été reporté	33
B. Nouveaux rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil	36
IV. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat	37
V. Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil, s'agissant, notamment, du processus d'accréditation des représentantes et représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil	38
VI. Examen de rapports spéciaux et plaintes d'États Membres	39
VII. Organisation de la session	39
A. Ouverture et durée de la session	39
B. Participation	46
C. Élection du Bureau	46
D. Ordre du jour	46
VIII. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa session ordinaire de 2024	47

I. Questions appelant une décision du Conseil économique et social ou portées à son attention

Projets de décision soumis au Conseil pour adoption

1. Le Comité chargé des organisations non gouvernementales recommande au Conseil économique et social d'adopter les projets de décision ci-après :

Projet de décision I

Demandes d'admission au statut consultatif et de changement de nom et rapports quadriennaux reçus d'organisations non gouvernementales

Le Conseil économique et social décide :

a) D'accorder le statut consultatif aux 132 organisations non gouvernementales ci-après :

Statut consultatif spécial

AbibiNsroma Foundation
Advocating Opportunity, Inc. (AO)
Africa Peace Foundation (APF)
Amani Hope and Education for All
Amazon Watch
Aroha
Asociación Awaq, ONGD
Asociación Derechos en Acción, Organización Pro Derechos Humanos, Desarrollo Democrático y Humanidad Sostenible
Asociación para el Análisis de Políticas Públicas, Asociación Civil
Asociación Psicoanalítica de Madrid
Asociația eLiberare
Associació Plataforma per la Llengua – Col·lectiu l'Esbarzer
Association camerounaise pour la défense des droits de l'homme, des libertés et du bien-être
Association for Community Empowerment Solutions
Association humaniste de France
Association of African Entrepreneurs
Bedayati
Blockchain Alliance International, Inc.
Blue Ventures
Brain Builders Youth Development Initiative
Canadian Arab Women Association
Cecilian International Foundation
Centre for Newcomers Society of Calgary
Centro Culturale San Martino – Regione Puglia (APS)
Centro de Pensamiento Estratégico Internacional
Centro Intercultural de Estudios de Desiertos y Océanos, AC
Český výbor pro UNICEF
Climate Aid Initiative
Climate Analytics
Cohesive Communities Development Initiative
Contra o Femicídio – Associação de Familiares e Amigas/os de Vítimas de Femicídio (ACF)
Corporación Fernando González – Otraparte
Destination Justice

Development Research and Project Centre Kano, Ltd./Gte.
Disability-Inclusive Development Programs and Services (DIDEPAS)
East-Lake Institute for Social Advancement, Wuchang District, Wuhan
Equipo Argentino de Antropología Forense, Asociación Civil
Estijabah Foundation for Humanitarian Aid and Relief
European Parents' Association
Exit UK Solutions, CIC
FAIR Trade Group
Fondazione Mater
Foro Internacional de Mujeres Indígenas
Forum for Women in Development, Democracy and Justice
Foundation Akralê
Foundation for a Drug-Free World
Fourth Wave Foundation
Fundación Gran Chaco
Fundación Veritad Green
Future Resilience and Development Foundation
Global AIDS Interfaith Alliance
God Bless the Child, eV
Green Cameroon
Gulf International Center for Legal Business Solutions
Habitable Earth International Organisation
Headfort Foundation
Himaya Daem Aataa
Hope for Future Generations
Humanitarian Focus Foundation
Iltizam Relief Society
Impact – Civil Society Research and Development, eV
ImpactHER Foundation, Ltd./Gte.
Inclusion Matters by Shanes Inspiration
Initiative africaine pour le développement – International (IAD-I)
Initiatives développement Centrafrique
Instituto para el Desarrollo Sostenible de la Mujer Lenca de Honduras
(IDESMULH)
Instituto Verdeluz
International Center for Living Aquatic Resource Management
International Human Rights Consortium
International Young Catholic Students
International Young Leaders Organization/Internationale Organisation für junge
Führungspersönlichkeiten
Intersecta Organización para la Igualdad
Jeevan Rekha Parishad
Just Atonement, Inc.
Kaani Assistance
Luis De La Calle Foundation, Inc.
Mamanet Mothers' Cachibol League in Kfar Saba – for the Community,
Registered Association
Mirella and Lino Saputo Foundation
M-Kids Association
Mtree, Inc.
Nadační fond pro výzkum psychedelie
National Association of Friendship Centres
Nipe Fagio
Nonprofit Incorporated Association Africa Insight

Nurturing Minds, Inc.
One World U Foundation (U: Unique United You)
ONG L'Ange gardien
Open Lunar Foundation
Organisation algérienne pour l'emploi des diplômés
Oromia Relief Association Australia – South Pacific region, Inc.
Österreichischer Frauenring
Pacific Links Foundation
Pikes Peak Justice and Pro Bono Center, Inc.
Primelocation Care Givers Foundation
Promotion of Sustainable Development in Donga-Mantung Association
REEF Scuba
Rights for Disability Development Foundation (RDDF)
Rights Organization for Advocacy and Development
Save the People in Need (SPN)
SDG Youth
Sesame Workshop
Shanghai Arbitration Commission
Siblings Keeper Corp.
Smiling Angels International, Inc.
Sov Sovereign Order of the Knights of the Lord Lamont Couto of Sct, Ltd.
Stiftung Schüler Helfen Leben
The Belt and Road International Lawyers Association
The Canadian Council on Rehabilitation and Work
The Mudavadi Memorial Foundation Trust Fund Registered Trustees
The University of Edinburgh
The Virtuous Touch Int'l Initiative
TMG Research, gGmbH
Trippinz Care, Inc.
Union of Community Development Volunteers
UniRef
United for Global Mental Health
USAfrica Trade and Business Network, Inc.
Vaccine Network for Disease Control
Veille Citoyenne Togo
Verein von Nichtregierungsorganisationen für Verbrechensprävention und
Strafrechtspflege
Village Health Action
W. J. Mudolo Foundation
Wasel for Awareness and Education Co.
Women Empowerment Association for Development in Africa
Women for Positive Actions (WOPA)
Women Rehabilitation Organization
Woods Hole Oceanographic Institution
Word Green Design Organization
World Changers Development Initiative
World Security Federation
World Shirdi Sai Baba Organisation (UK)
Young Ambassadors Society

b) De noter que le Comité a décidé de prendre acte du changement de nom des cinq organisations non gouvernementales suivantes :

International Harm Reduction Association (IHRA) (statut consultatif spécial, 2007) en Harm Reduction International
 Ludwig Boltzmann Institut für Menschenrechte – Forschungsverein (BIM-FV) (statut consultatif spécial, 2016) en Vienna Forum for Democracy and Human Rights
 Marin Experimental Teaching Training and Advising Center (statut consultatif spécial, 2017) en Metta Center for Nonviolence
 Overseas Development Institute (statut consultatif spécial, 2011) en ODI
 Virtual Activism Incorporated (statut consultatif spécial, 2016) en Digital Democracy Now

c) De noter que le Comité a pris acte des rapports quadriennaux des 734 organisations non gouvernementales ci-après¹ :

A New Dawn – Bedouin Jewish Centre in the Negev for Equality and Accessibility in Education, Research, Peace and Welfare Services, RA
 Abibimman Foundation
 Aboriginal Legal Service of Western Australia
 Abshar Atefeha Charity Institute
 Academy for Future Science
 Action citoyenne pour l'information et l'éducation au développement durable
 Action des Chrétiens activistes des droits de l'homme à Shabunda
 Action pour le respect et la protection de l'environnement
 Action Sensibilisation sur les nouvelles technologies de l'Information et de la communication
 Actions pour l'environnement et le développement durable
 Active Help Organization
 Adolescent Breast and Pelvic Cancer Awareness Initiative
 Afraz Cultural Association
 Afric'ompetence
 Africa Development Interchange Network
 Africa Youths International Development Foundation
 African Action on AIDS
 African Association of Education for Development
 African Youth for Transparency (AYFT)
 Afrikanische Frauenorganisation
 Agence pour les droits de l'homme
 Agencia Internacional de Cooperación y Desarrollo
 Agewell Foundation
 Aid for Trade Logistics
 Aide internationale pour l'enfance
 AIDS Foundation East-West
 AIESEC International
 Ajoke Ayisat Afolabi Foundation
 Alberta Council for Global Cooperation
 ALDET Centre – Saint Lucia
 Alebe Collins Nigeria Foundation
 Al-Hakim Foundation
 All Believers Pentecostal Church International
 Alliance for Health Promotion (A4HP)

¹ Sauf indication contraire, les rapports des organisations mentionnées ci-dessous concernent la période 2019-2022.

All-Russian Social Fund “The Russian Children Foundation”
“All-Russian Society of the Deaf” All-Russian Public Organization of Persons
with Disabilities (ARSD-APOPD) Alliance Forum Foundation
Alnahda Philanthropic Society for Women
AMERA International, Limited
American Academy of Arts and Sciences
American Youth Understanding Diabetes Abroad, Inc.(AYUDA)
Amigos do Protocolo de Kyoto
Anglican Rite Roman Catholic Church
Ankara Foundation of Children with Leukemia
Anti-trafficking Action (ASTRA)
Antiviolence Center
Apex Development Foundation
Appui solidaire pour le renforcement de l’aide au développement
AquaFed – International Federation of Private Water Operators
Arab-European Forum for Dialogue and Human Rights
Arms of Comfort Foundation
Asia Initiatives, Inc.
Asian People’s Disability Alliance
Asociación Colectivo Mujeres al Derecho (ASOCOLEMAD)
Asociación Cubana de las Naciones Unidas/Cuban United Nations Association)
Asociación Cultural Nueva Acrópolis de El Salvador
Asociación La Ruta del Clima
Asociación para la Prevención, Reinserción y Atención a la Mujer Prostituida
Asociación Proyecto Hombre
Associação Jadir de Taekwondo
Associació CATESCO/Catalonia for Education, Science and Culture
Organization
Associated Country Women of the World
Association “Paix” pour la lutte contre la contrainte et l’injustice
Association Africa 21
Association Assistance communautaire et développement
Association burkinabé pour la survie de l’enfance
Association canadienne pour le droit et la vérité
Association de la jeunesse congolaise pour le développement
Association des ressortissants et amis d’Eséka
Association du développement communautaire en Mauritanie
Association for Emissions Control by Catalyst (AECC)
Association for Progressive Communications
Association for Supporting the SDGs for the UN (ASD)
Association Ma’onah for Human Rights and Immigration
Association mauritanienne pour la promotion du droit
Association Miraisme International
Association mondiale de psychanalyse du champ freudien (AMP)
Association nationale al Hidn (ANH)
Association nationale de coopération pour le développement du Cameroun
(ANACODECAM)
Association of Global South Studies (AGSS)
Association of Professional Social Workers and Development Practitioners
Association of United Families International
Association of War-Affected Women
Association pour l’encadrement des démunis et des déshérités (AFEDESE)
Association pour les victimes du monde
Association pour une jeunesse africaine progressiste

Associazione Carcere e Territorio
 Athletes United for Peace
 Australian Federation of Disability Organisations, Ltd. (AFDO)
 Avocats sans frontières – Québec
 Azad Foundation (India)
 Babatunde Development and Empowerment Initiative
 Bahrain Women Society
 Bangladesh Nari Progati Sangha
 Behnam Daheshpour Charity Organization
 Beijing Changier Education Foundation
 Beijing Children's Legal Aid and Research Center
 Beijing Crafts Council
 Beijing Guangming Charity Foundation
 Beijing Zhicheng Migrant Workers' Legal Aid and Research Center
 Belgische associatie voor mensenrechten en ontwikkeling
 Belgrade Centre for Human Rights
 Bhagwan Mahaveer Viklang Sahayata Samiti Jaipur
 Brain Sluice Africa Child's
 Broad National Movement, Ltd. (BNM)
 Buddha's Light International Association
 Bureau international des containers et du transport intermodal (BIC)
 Burundi Rugby League/Rugby à XIII
 Cámara de Instituciones de Diagnóstico Médico (CADIME)
 Campaign for Human Right and Development Sierra Leone
 Campaign Life Coalition
 Canadian Canola Growers Association
 Canadian Network for Maternal, Newborn and Child Health/Réseau canadien
 sur la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants
 Canadian Pugwash Group
 Canterbury & New Zealand Business Association, Incorporated
 CARE International
 Caribbean Medical Association/Asociación Médica del Caribe
 Caritas Internationalis (International Confederation of Catholic Charities)
 Casa Hunter – Associação Brasileira dos Portadores da Doença de Hunter e
 Outras Doenças Raras
 Catholic Relief Services – United States Conference of Catholic Bishops
 Center for Economic and Social Rights
 Center for Inter-Ethnic Cooperation
 Center for International Earth Science Information Network
 Center for Sex Education and Family Life, Ltd./Gte.
 Center for the Study of Crime
 Centre catholique international de Genève (CCIG)
 Centre d'accompagnement des autochtones pygmées et minoritaires vulnérables
 Centre de vulgarisation de l'outil informatique (CVOI)
 Centre du commerce international pour le développement
 Centre for Community Regeneration and Development
 Centre for Environment and Sustainable Development India
 Centre for Equality, Ltd.
 Centre for Health Science and Law (CHSL)
 Centre for Renewable Energy and Action on Climate Change
 Centre international de droit comparé de l'environnement
 Centro de Estudios Sobre la Juventud
 Centro de Información y Educación para la Prevención del Abuso de Drogas
 (CEDRO)

Centro Internazionale Sindacale per la Cooperazione Sviluppo
Centro Mujeres, AC
CGFNS International, Inc.
Chant du guépard dans le désert
Chavara Cultural Centre
Chengmei Charity Foundation
Child Development Foundation
Child Rights Connect
Childlink Foundation
Children's Human Rights Centre of Albania
China Association for Preservation and Development of Tibetan Culture
(CAPDTC)
China Association of Non-Profit Organizations
China Charities Aid Foundation for Children
China Charity Alliance
China Foundation for Rural Development
China Great Wall Society
Chinese American Parent-Student Council of New York City, Inc.
Chinese Association for International Understanding
Christian Legal Fellowship
CIDSE
Citizens' Coalition for Economic Justice
Civil Society Legislative Advocacy Centre
Civil Society Support Center NGO "SEG"
CLIPSAS
Club of Madrid (COM)
Colombian Confederation of NGOs
Comisión Jurídica para el Autodesarrollo de los Pueblos Originarios Andinos
"Capaj"
Commission africaine des promoteurs de la santé et des droits de l'homme
Community Development Alliance
Community Human Rights and Advocacy Centre (CHRAC)
Company of the Daughters of Charity of St. Vincent de Paul
Compassion Soul Winners Outreach International
Concepts of Truth, Inc.
Concern on Innovative Radiance Society
Confederación Latinoamericana de Cooperativas de Ahorro y Crédito
Confederation of Indian Healthcare Foundation (CIHF)
Confederazione Generale Italiana del Lavoro/General Italian Confederation of
Labour
Congregations of St. Joseph
Conscience and Peace Tax International (CPTI)
Conseil de jeunesse pluriculturelle (COJEP)
Conseil international du sport militaire (CISM)/International Military Sports
Council
Construisons ensemble le monde
Convention of Independent Financial Advisors
Coordinating Board of Jewish Organizations
Cruelty Free International
Dansk Flygtningehjælp
Darüşşafaka Cemiyeti
Deaf Aid
Defence for Children International
Development Action for Women Network, Inc.

Development Alternatives with Women for a New Era
 Development Generation Africa International (DGAI)
 Development Innovations and Networks
 DEVNET Association
 Dianova International
 Dignité impact/Dignity Impact
 Diplomatic Council, eV
 Direct Aid Organization
 Disabled Peoples' International
 Disabled Women's Association
 Disease Management Association of India
 Drammeh Institute, Inc.
 Dream Doctors, RA
 Du pain pour chaque enfant
 Earth
 Ecocentre for Environmental Protection
 Egyptian Center for Women's Rights
 El Cantare Foundation
 El-Aged Care, Ltd./Gte.
 ELEM – Youth in Distress
 Əlil Təşkilatları İttifaqı
 Elizka Relief Foundation
 Emergency – Life Support for Civilian War Victims
 Environmental Ambassadors for Sustainable Development
 Environmental Management for Livelihood Improvement – Bwaise Facility
 Environmental Women's Assembly
 Envisions Institute of Development
 Equidad de Género: Ciudadanía, Trabajo y Familia, AC
 Espace Afrique international
 Ethics & Religious Liberty Commission of the Southern Baptist Convention
 (ERLC)
 Europäischer Interessenverband Handel-Gewerbe-Industrie (EIVHGI)
 European Disability Forum
 Federación Internacional de Asociaciones de Ayuda Social Ecológica y Cultural
 (FIADASEC)/International Federation of Associations for Social,
 Ecological and Cultural Help (FIADASEC)
 Federación Internacional de Fe y Alegría
 Federal Lezghin National and Cultural Autonomy
 Federal Union of European Nationalities
 Fédération internationale des associations d'inventeurs
 Femienza International, Ltd.
 FEMM Foundation
 Fondation du Dr Julien
 Fondation européenne d'études progressistes
 Fondation Institut de recherche pour le développement durable et les relations
 internationales
 Fondation Medicines Patent Pool
 Fondation pour l'éradication du travail des enfants dans la culture du tabac
 Fondazione del Monte di Bologna e Ravenna
 Fondazione di Ricerca Scientifica ed Umanistica Antonio Meneghetti
 Fonds Tara
 Forum réfugiés-Cosi
 Fòs Feminista
 Foundation for Aboriginal and Islander Research Action Aboriginal Corporation

Foundation for Building Sustainable Communities
Foundation for Ecological Security (FES)
Foundation for the Development of Knowledge Suma Veritas
Franciscans International
Freedom Now
Fundación Abba Colombia
Fundación Ambiente y Recursos Naturales
Fundación Antonio Núñez Jiménez de la Naturaleza y el Hombre
Fundación Centro Latinoamericano de Derechos Humanos
Fundación Cepaim, Acción Integral con Migrantes
Fundación Diagrama: Intervención Psicosocial
Fundación Latinoamericana por los Derechos Humanos y el Desarrollo Social
Fundación Luz María
Fundación para la Democracia Internacional
Fundación para la Mejora de la Vida, la Cultura y la Sociedad
Fundación Riba
Fundación Saraki
Gandhi Worldwide Education Institute
Geneva International Model United Nations (GIMUN)
Georgetown University
Girl Scouts of the United States of America
Global Action on Aging
Global Alliance of NGOs for Road Safety
Global Buddhist Foundation
Global Forum on Human Settlements
Global Justice Center
Global Medic Force (Europe)
Global Network for Rights and Development (GNRD)
Global Peace Foundation
Global Volunteers
Godwin Osung International Foundation, Inc. (The African Project)
Good Helpers
Good People International (GPI)
Grace Leadership Foundation, Inc.
Graduate Women International (GWI)
Grand Triangle, Inc.
Green and Better World
Green Mobilisation Initiative
Grupo de Información en Reproducción Elegida, AC (GIRE)
GSM Association
Habitat for Humanity International
Handicap International
Hazrat Javad-al-Aemeh Cultural Charity Institute
Healthy Start Initiative
Helios Life Association
Helpline Foundation for the Needy, Abuja
Himalayan Research and Cultural Foundation
Hinduistička Vjerska Zajednica Hrvatske
Hong Kong Council of Social Service
Hope and Homes for Children
Horn of Africa Voluntary Youth Committee (HAVOYOCO)
Howard Center for Family, Religion and Society
Human Appeal International
Human in Love

Human Rights & Democratic Participation Center “SHAMS”
 Human Rights Center in Iraq
 Human Rights Congress for Bangladesh Minorities (HRCBM)
 Human Rights League of the Horn of Africa
 Human Rights National Circle (HRNC)/Cercle national des droits de l’homme
 (CNDH)
 IFPA
 Imam Ali Charity Institution
 IMPACT Foundation, Inc.: The Emmanuel & Una Springer Memorial
 Foundation
 Indo-European Chamber of Commerce and Industry
 Institute for International Urban Development
 Institute for Sustainable Development and Research (ISDR)
 Institute for Women’s Studies and Research
 Institute of the Blessed Virgin Mary – Loreto Generalate
 Instituto de Estudos Socioeconômicos
 Instituto Global da Paz
 Instituto Qualivida
 Integrated Youth Empowerment – Common Initiative Group (IYE-CIG)
 Inter-action globale (IAG)
 International Action for Peace & Sustainable Development
 International Action Network on Small Arms
 International Alliance for Responsible Drinking
 International Alliance of Women
 International Arts Movement, Inc.
 International Association for the Defence of Religious Liberty/Association
 internationale pour la défense de la liberté
 International Association for the Exchange of Students for Technical
 Experience, association sans but lucratif
 International Association of Charities
 International Association of Homes and Services for the Ageing
 International Association of Justice Watch
 International Association of Lawyers against Nuclear Arms
 International Association of Schools of Social Work
 International Association of World Peace Advocates
 International Campaign to Ban Landmines – Cluster Munition Coalition (ICBL-
 CMC)
 International Center for Not-for-Profit Law (INCPL)
 International Christian Organisation of the Media
 International Committee for the Indigenous Peoples of the Americas
 (Switzerland)
 International Convocation of Unitarian Universalist Women
 International Council for Game and Wildlife Conservation
 International Council for Small Business
 International Council of Psychologists (2018–2021)
 International Council of Russian Compatriots (ICRC)
 International Council of Scientific Unions
 International Council of Women
 International Development Information Organization (DevNet)
 International Falcon Movement – Socialist Educational International
 International Federation for Family Development
 International Federation for Hydrocephalus and Spina Bifida (IF)
 International Federation of Action by Christians for the Abolition of Torture
 (ACAT)

International Federation of Associations of the Elderly
International Federation of Medical Students' Associations
International Federation of Social Workers
International Federation on Ageing
International Fellowship of Reconciliation
International Foundation for Electoral Systems
International Human Rights Observer Pakistan (IHRO)
International Indian Treaty Council
International Islamic Youth League
International Jurists Organisation
International Juvenile Justice Observatory
International Kolping Society
International Law Enforcement Federation
International Lesbian and Gay Association
International Mahavira Jain Mission
International Movement ATD Fourth World
International Multiracial Shared Cultural Organization
International Muslim Women's Union
International Network for the Prevention of Elder Abuse
International Network of Liberal Women
International Ocean Institute
International Ontopsychology Association
International Organization for Standardization
International Organization of Employers
International Planned Parenthood Federation, East and Southeast Asia and
Oceania Region (IPPF ESEAOR)
International Police Executive Symposium
International Programme on the State of the Ocean
International Real Estate Federation
International Society for Peace and Safety
International Sociological Association
International Solidarity and Human Rights Institute
International Trade Union Confederation
International Transport Workers' Federation
International Union for Land Value Taxation and Free Trade
International Union of Latin Notariat
International Volunteer Organization for Women Education Development
International Volunteerism Organization for Women, Education and
Development (VIDES)
International Women & Family Foundation
International Yazidis Foundation for the Prevention of Genocide
International-Lawyers.Org
Interpeace
Inuit Circumpolar Council
Iran Autism Association
Iranian Thalassemia Society
Isa Viswa Prajnana Trust
Islamic Human Rights Commission
Islamic Research and Information Artistic & Cultural Institute
Israel Trauma Coalition for Response and Preparedness, RA
Istituto Diplomatico Internazionale
Italian Climate Network
Janaseva Foundation, Pune
Japan Civil Liberties Union

Japan Federation of Bar Associations
Japan National Committee for UN-Women
Japan Society for History Textbook
Join Together Society
Junior Chamber International
Justiça Global
Kallipatira
Kaurareg Aboriginal Land Trust
Kawish Resource Center
Kids' Educational Engagement Project (KEEP)
Kikandwa Rural Communities Development Organization (KIRUCODO)
King Khalid Foundation
Knowledge for Development without Borders (KFDWB)
Korean Bar Association
Korean Institute for Women and Politics
Kuentai Non-Profit Organization
Kuentai-USA
L'Arche international
L'auravetl'an Information and Education Network of Indigenous People
(LIENIP)
Lama Gangchen World Peace Foundation (LGWPF)
Latter-Day Saint Charities
Laya
Lazarus Union
Leadership Conference on Civil Rights Education Fund
League of Women Voters of Nigeria
Legião da Boa Vontade/Legion of Good Will
Les femmes, la force du changement
Life Ethics Educational Association
Life for Relief and Development
Lion Damien Club
Love Alliance Foundation for Orphans, Disabled and Abandoned Persons in
Nigeria
Maalkop Trading and Projects
Madre, Inc.
Magyar Női Unió Egyesület
Managing Committee of Kalinga Institute of Social Sciences
Manav Pragati Sansthan, Rajgarh
Manhattan Multicultural Counseling
Markaz Toseeh Tehran
Martina Centre for Sustainable Development
Maryam Ghasemi Educational Charity Institute
Mayama, Asociación Civil
Medical and Educational Sustainable Community Help, Incorporated (MESCH)
Medical Women's International Association
Medijski Edukativni Centar
Mercy-USA for Aid and Development, Inc.
Merja Zarka
México Unido contra la Delincuencia, AC
Migrant Offshore Aid Station Foundation (MOAS)
Millennium Institute
Miss Caricom Int'l. Foundation CIP, Inc.
Mongolian Family Welfare Association
Montréal International

Movement for a Better World
Musawah Global Vision Berhad
Muslim American Leadership Alliance
Muzaffarabad Poverty Alleviation Programme (MPAP)
My Heart's Appeal, Inc.
NABU – Knowledge Transfer beyond Boundaries
National Alliance of Women's Organizations
National Association for the Defense of Rights and Freedoms
National Association of Community Legal Centres Inc.
National Children's and Youth Law Centre
National Council of Child Rights Advocates, Nigeria (south west zone)
National Council of German Women's Organizations
National Council of Juvenile and Family Court Judges
National Council of Negro Women
National Native Title Council
National Right to Life Educational Trust Fund
National Union of the Association of Protection of Motherhood, Childhood and Families
National Women's Council of Catalonia/Consell Nacional de Dones de Catalunya
Nature's Rights
New Japan Women's Association
New Progressive Alliance
New York County Lawyers' Association
Nigerian Network of Women Exporters of Services
Noah's Arc Foundation
Noble Delta Women for Peace and Development International (NDWPD)
Non-Aligned Students and Youth Organization
Non-Governmental Ecological Vernadsky Foundation
Nonviolent Peaceforce
Nonviolent Radical Party, Transnational and Transparty
Northern CCB
Northern Council for Global Cooperation
Norwegian Forum for Environment and Development
Nouveaux droits de l'homme (NDH)
Objectif sciences international
Occupational Knowledge International
OceanCare
Ogiek Peoples' Development Program (OPDP)
OISCA International, South India Chapter
OneMama Incorporated
ONG Funsocial Crecer Colombia
Order of St. John
Organisation internationale de solidarité, d'amitié et de tolérance (OISAT-WASAT)/World Association for Solidarity and Tolerance (OISAT-WASAT)
Organisation internationale des sciences chimiques pour le développement
Organisation internationale pour l'enfance
Organisation pour de nouvelles initiatives en développement et santé au Burkina Faso
Organização das Famílias da Ásia e do Pacífico
Organização Nova Acrópole Lago Norte
Organización de Entidades Mutuales de las Américas, Asociación Civil (ODEMA)

Organización No Gubernamental de Desarrollo “Piensa Discapacidad”
Organization for Industrial, Spiritual and Cultural Advancement International
Organization for Research and Community Development
Organizzazione Mondiale degli Agricoltori
Overseas Development Institute
Palakkad District Consumers’ Association
PanAmerican-PanAfrican Association, Inc.
Panoramic Charity Foundation
Partenaires pour le développement rural (PDR)
Pax Christi International: International Catholic Peace Movement
Paz y Cooperación
Peace Development Fund
Peace Initiative Network
Peace Society of Kenya
Pearl Initiative, Inc.
Peivande Gole Narges Organization
People Empowering People, Africa
People’s Cultural Centre
Perfect Union
Plan International, Inc.
Planned Parenthood Federation of America
Policy Research
Prasad Project, Inc.
Priests for Life
Privacy International
PRO Leadership Global, Inc.
Program in International Human Rights Law
Project HOPE – The People-to-People Health Foundation, Inc.
Pro-Life Campaign
Public Aid Organization
Public International Law and Policy Group
Rahbord Peimayesh Research & Educational Services Cooperative
Rajasthan Samgrah Kalyan Sansthan
Ranney School
RASHID International, eV
Red Mujeres, Desarrollo, Justicia y Paz, AC
Red Venezolana de Organizaciones para el Desarrollo Social
Rede Brasileira de Redução de Danos e Direitos Humanos (REDUC)
Redress Trust
Regional Centre for International Development Cooperation, Limited by
Guarantee
Rescue the Poor Child
Rose Academies, Inc.
Roshd Foundation
Roundtable Association of Catholic Diocesan Social Action Directors
Rural Development Centre
Sahaj Sansthan Nokhada
Sahyog International Foundation
Salesian Missions, Inc.
Salvation Army
Sam Kader Memorial Fund
SAM, Inc.
Samarthanam Trust for the Disabled
Samarthyam

Sambhali Trust
Sanid Organization for Relief and Development
Save a Child's Heart in Memory of Dr. Ami Cohen
Schweizerische Arbeitsgemeinschaft der Jugendverbänd
Servicios Ecuménicos para Reconciliación y Reconstrucción
Servicios y Asesoría para la Paz
Shanta Memorial Rehabilitation Centre
Shia Rights Watch, Inc.
Shimin Gaikou Centre – Citizens' Diplomatic Centre for the Rights of
Indigenous Peoples
Shivi Development Society
Shohratgarh Environmental Society
Shrushti Seva Samiti
Shuchona Foundation
Sikh Human Rights Group
Silambam Asia (SILA)
Simon Wiesenthal Center
Sindh Community Foundation
Skyian Welfare Organization
Smart Women's Community Institute
Social & Economic Action for Lebanon, Inc.
Social Watch/Contrôle citoyen au Bénin
Socialist International
Socialist International Women
Sociedad Mexicana de Criminología Capítulo Nuevo León, AC
Sociedad y Discapacidad: Estudios, Asesoría e Integración de la Persona con
Discapacidad (Sociedad y Discapacidad)
Society for Development and Community Empowerment
Society for Economic Empowerment and Entrepreneurship Development
Society for Human Advancement and Disadvantaged Empowerment
Society for Industrial and Organizational Psychology
Society for Orphan, Neglected & Youths (SONY)
Society for the Psychological Study of Social Issues
Society for Upliftment of Masses
Sociologists for Women in Society
Solidarité Suisse-Guinée
Sonke Gender Justice Network
Sorooptimist International of Europe
SOS Éducation
SOS Kinderdorf International
South Saharan Social Development Organisation
South Sudanese Women Christian Mission for Peace
South Youth Organization
SPD
Specified Non-Profit Organization "Diamonds for Peace"
Srei Foundation
Stephen Lewis Foundation
Stevenson Holistic Care Foundation
Stichting Choice for Youth and Sexuality
Stichting Deep Sea Conservation Coalition
Stichting Femienza Nederland
Stichting Global Partnership for the Prevention of Armed Conflict
Stichting Partnership on Sustainable, Low Carbon Transport Foundation
(SLOCAT)

Stichting Wildlife Justice Commission
Stiftelsen Stockholm International Water Institute
STOPAIDS
Stree Mukti Sanghatana
Students for Sensible Drug Policy
Sulabh International
Sustainability Literacy Test (SULITEST)
Swedish Association for Sexuality Education
Swedish Federation of Lesbian, Gay, Bisexual and Transgender Rights (RFSL)
Swedwatch
Swiss Catholic Lenten Fund
Synergie féminine pour la paix et le développement durable
Syrian Center for Media and Freedom of Expression
Tabernacle Worship and Prayer Ministry, Inc.
Tandem Project
Temple of Understanding
Terra-1530
Terre des hommes, fédération internationale
The American Pakistan Foundation
The Centre for Family Health Initiatives
The Equal Rights Trust
The F. W. de Klerk Foundation Trust
The First Community Christian Pentecostal Church of God, Inc.
The HETL Association, Inc.
The Institute for Protection of Women's Rights (IPWR)
The Institute of Development Studies
The International Coalition to Ban Uranium Weapons
The National Council of African Descendants in America
The New Generation Girls and Women Development Initiative
The New Zealand Drug Foundation
The Palestinian Return Centre, Ltd.
The Reality of Aid Africa Network
The Smile of the Child (2016–2019)
The Society for Recovery Support
The Tronie Foundation
The United Kingdom Grand Priory of the International Knightly Order Valiant
of St. George
The Washington and Lee University
Third World Institute/Instituto del Tercer Mundo
TOBE Foundation for Rights & Freedoms
Touro Law Center – The Institute on Human Rights and the Holocaust
Transforming Africa Initiative (TAI)
Transparency International
Tribal Link Foundation, Inc.
Tripura Foundation, Inc.
Tsilhqot'in National Government
UCC Whale Center, Inc.
Udisha
Union for International Cancer Control
Union nationale des femmes algérienne
Union of Arab Banks
Union of British Columbia Indian Chiefs
Union of International Associations
Union of Relief and Development Associations

Union Theological Seminary
UNISC International
United Cities and Local Governments
United Help for International Children
United Nations Association of Russia
United Nations Association of San Diego
United Religions Initiative
United States Committee for UNIFEM
United States International Council on Disabilities
United Towns Agency for North-South Cooperation
Universal Peace and Violence Amelioration Centre
Universal Soul Love
Universidad Interamericana de Puerto Rico, Inc.
UN-Women – Nationell Kommitté Sverige
UN-Women Australia, Incorporated
Utah China Friendship Improvement Sharing Hands Development and
Commerce
Vaagdhara
Verband Entwicklungspolitik deutscher Nichtregierungs-Organisationen
Vicar Hope Foundation
Victim Support Europe
Victorious Youths Movement
Vier Pfoten International, gemeinnützige Privatstiftung
Villages unis/United Villages
Vision Welfare Group
Vivekananda Sevakendra-O-Sishu Uddyan
Voice of Specially Abled People, Inc.
Voie éclairée des enfants démunis (VED)
Wales Assembly of Women
Warbe Development Foundation
WASH United, gGmbH
Wassa Karité
Watershed Organisation Trust (WOTR)
Wiener Drogen Komitee/Vienna NGO Committee on Drugs
Women Advocates Research and Documentation Center
Women against Violence Europe (WAVE)
Women and Youth Development Initiatives (WOYODEU)
Women Chamber of Commerce & Industry
Women for Human Rights, Single Women Group
Women Founders Collective
Women's Action Group
Women's Fund for Peace and Human Rights (WFPHR)
Women's Human Rights International Association
Women's Initiative for Self-Actualization
Women's International Zionist Organization
Women's Ordination Conference
Women's Platform, Limited
Women's Spirit/Ruach Nashit – Financial Independence for Women Survivors
of Violence
Women's Sports Foundation
Women's Union of Russia
Womensport International
World Alliance of Young Men's Christian Associations
World Assembly of Youth

World Conference of Religions for Peace
 World Council of Arameans (Syriacs)
 World Federation for Animals, Inc.
 World Federation for Mental Health
 World Federation of Acupuncture-Moxibustion Societies
 World Federation of Methodist and Uniting Church Women
 World Federation of the Deaf (WFD)
 World Federation of the Deafblind (WFDB)
 World Federation of United Nations Associations
 World Futures Studies Federation
 World Jewish Congress
 World Jurist Association of the World Peace through Law Center
 World Lebanese Cultural Union, Inc.
 World Mission Foundation – Crusaders against HIV/AIDS
 World Muslim Congress
 World Organization for Early Childhood Education
 World Organization of Building Officials
 World Roma Federation, Inc.
 World Safety Organization
 World Society of Victimology
 World Taoist Association, Limited
 World Toilet Association
 World Union of Catholic Women’s Organizations
 World Wind Energy Association (WWEA)
 World Young Women’s Christian Association
 Wynad Social Service Society
 Yoruba Indigenes’ Foundation
 YouChange China Social Entrepreneur Foundation
 Young People We Care
 Youth Crime Watch of Liberia
 Youth Initiative against Unlawful Emigration
 Youth with a Mission
 YWCA of Japan
 Zamani Foundation
 Zomi National Council of Myanmar Social Organization, Kalaymyo (ZNCM)

d) De clore, sans préjudice de nouvelles demandes, l’examen des demandes d’admission au statut consultatif présentées par les 30 organisations non gouvernementales ci-après, qui n’ont pas répondu au moins deux jours ouvrables (48 heures) avant le début de la session aux questions posées par les membres du Comité :

Ambassadors of Dialogue, Climate and Reintegration
 Association Achbal Maroc culturelle et artistique
 Awaz-e-Niswan (AAN)
 Direct Focus Community Aid
 European Network of Migrant Women
 Fondation Youya pour promouvoir l’excellence en la jeunesse africaine
 Foundation of the National Council of YMCAs of Korea
 Gazze Destek Association
 Indian Economic Trade Organization
 International Funders for Indigenous Peoples, Inc.
 International Society of Criminology
 International Youth Federation
 Kite Oxford

Kvinnors Nätverk
Legal Aid Society
Moscow Helsinki Group
NRI Federation Corporation
Organization of Female Conscience Renewal
Panhellenic Union of Cappadocian Associations
PeaceCorea
Prestige Education Foundation
Stichting Femmes for Freedom (Stichting FFF)
Suomalaiset kehitysjärjestöt, ry/Finnish Development NGOs, ry (Fingo)
Syrian Youth Council
The Friendship League of Culture and Sport
Time to Help UK
Türkiye Gençlik Vakfı (TÜGVA)
Uluslararası Öğrenci dernekleri Federasyonu
WeYouth
Working Women Welfare Trust

e) De noter que le Comité a décidé de prendre acte des demandes de retrait de leur demande d'admission au statut consultatif présentées par les deux organisations non gouvernementales ci-après :

Association of Non-for-Profit Organizations to Facilitate the Drug Prevention and Socially Dangerous Behaviour "National Anti-Drug Union"
The Global Initiative – Verein gegen transnationale organisierte Kriminalität.

Projet de décision II

Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2024

Le Conseil économique et social prend note du rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2024.

II. Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales

2. Le Comité a examiné le point 3 a) de son ordre du jour, intitulé « Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures », à sa 1^{re} séance, le 22 janvier, de sa 4^e à sa 9^e séance, du 23 au 26 janvier, et de sa 13^e à sa 15^e séance, les 30 et 31 janvier, ainsi que le point 3 b), intitulé « Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et nouvelles demandes de reclassement », de sa 1^{re} à sa 3^e séance, les 22 et 23 janvier, et de sa 11^e à sa 13^e séance, les 29 et 30 janvier, et le point 3 c), intitulé « Demandes émanant d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif qui ont fusionné avec d'autres organisations non gouvernementales non dotées de ce statut », à sa 9^e séance, le 26 janvier. Il était saisi des documents suivants :

a) Liste des documents contenant les demandes d'admission au statut consultatif auprès du Conseil reçues d'organisations non gouvernementales dont le Comité a reporté l'examen lors de sessions tenues entre 2008 et 2023 (E/C.2/2024/CRP.1) ;

b) Mémoires du Secrétaire général relatifs aux nouvelles demandes d'admission au statut consultatif auprès du Conseil reçues d'organisations non gouvernementales (E/C.2/2024/R.2 et E/C.2/2024/R.2/Add.1-17) ;

c) Mémorandum du Secrétaire général relatif à une nouvelle demande d'acceptation de fusion (E/C.2/2024/R.4).

A. Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures

3. Le Comité a examiné le point 3 a) de son ordre du jour à sa 1^{re} séance, le 22 janvier, de sa 4^e à sa 9^e séance, du 23 au 26 janvier, et de sa 13^e à sa 15^e séance, les 30 et 31 janvier. Il a examiné 294 demandes d'admission au statut consultatif dont il avait reporté l'examen lors de sessions antérieures.

Demandes ayant fait l'objet d'une recommandation favorable

4. Le Comité a recommandé au Conseil d'accorder le statut consultatif aux 20 organisations ci-après [voir chap. I, projet de décision I, al. a)] :

Statut consultatif spécial

Asociación Psicoanalítica de Madrid
 Association humaniste de France
 Centro Intercultural de Estudios de Desiertos y Océanos, AC
 East-Lake Institute for Social Advancement, Wuchang District, Wuhan
 Equipo Argentino de Antropología Forense, Asociación Civil
 Foro Internacional de Mujeres Indígenas
 Foundation for a Drug-Free World
 Fourth Wave Foundation
 Gulf International Center for Legal Business Solutions
 Iltizam Relief Society
 International Young Catholic Students
 Mamanet Mothers' Cachibol League in Kfar Saba – for the Community,
 Registered Association
 ONG l'Ange gardien
 Shanghai Arbitration Commission
 Sov Sovereign Order of the Knights of the Lord Lamont Couto of Sct, Ltd.
 The Belt and Road International Lawyers Association
 TMG Research, gGmbH
 Trippinz Care, Inc.
 W. J. Mudolo Foundation
 Women Empowerment Association for Development in Africa

Demandes dont l'examen a été reporté

5. Le Comité a décidé de reporter l'examen des demandes d'admission des 242 organisations non gouvernementales ci-après jusqu'à réception des réponses aux questions qu'il leur a posées à sa session ordinaire de 2024 :

Action League for Palestinians of Syria, Ltd.
 All India Council of Human Rights Liberties & Social Justice
 All Survivors Project Foundation
 Alma Mater Studiorum – Università di Bologna
 ALQST Human Rights
 Al-Quds University
 American Medical Women's Association, Inc.
 Analog Ventures, LLP
 Arab Organization for Arabization and Communication

Arci Culture Solidali, APS (ARCS)
Armenian Women for Health and Healthy Environment, NGO
Asociación Civil Grupo SURES
Asociația Obștească Centrul de Dezvoltare și Susținere a Inițiativelor
Cetățenilor “Resonance”
Asociația Romanian Women’s Lobby
Associação de Reabilitação de Toxicodependentes de Macau (ARTM)
Associação Nacional de Juristas Evangélicos (ANAJURE)
Association d’aide aux migrants (ADAM)
Association de l’alliance nationale des Chourafa Naciryiene et leurs cousins,
chargés des affaires de la Zaouia Naciria
Association de la femme saharienne pour le développement intégré
Association de solidarité Bordeaux
Association des juristes spécialisés en droits étrangers
Association des Marocains victimes d’expulsion arbitraire de l’Algérie
Association Femmes solidaires (AFS)
Association for Disabled People
Association for Social Solidarity and Empowerment Training Trust (ASSET)
Association of Civilians and Organizations for Corporate Learning
Development “MAKO”
Association of Lawyers of Russia
Association of Women for Awareness & Motivation (AWAM)
Association Tous pour l’intégration des migrants au Maroc
Associazione Luca Coscioni per la Libertà di Ricerca Scientifica
Assyrian Cultural & Social Youth Association, Inc.
Baghbaan
Beijing People’s Association for Friendship with Foreign Countries
Belarusian Fund of Peace
Better Cotton Initiative (BCI)
Bonyad Jahadi Mehr Alreza Utility
Canadian Lutheran World Relief
CARE Scandinavia – Citizens against Radicalism & Extremism
Ceasefire Centre for Civilian Rights
Center for Military Human Rights Korea (CMHRK)
Center for Research and Policy Making
Centre for Participatory Democracy
Centre for Research and Development
Centre Idriss El Fakhouri des études et de recherches en sciences juridiques
Oujda
Child Nurture and Relief Kashmir
China Council for the Promotion of National Trade
China Oceanic Development Foundation
Coalition pour l’abolition de la prostitution (CAP)
Comité de América Latina y el Caribe para la Defensa de los Derechos de las
Mujeres
Common Good Foundation, Inc.
Community Care and Social Development Foundation
Congrès mondial Amazigh (CMA)
Cooperazione Internazionale Sud Sud
Coppieters Foundation
Council for Sustainable Peace and Development
Dalit Solidarity, Inc.
Darius El TM
Darūlaceze Vakfi

Den Norske Helsingforskomité
Diplomatic Mission Peace and Prosperity
Dr. A. P. J. Abdul Kalam International Foundation
DT Institute
Dünya Etnospor Konfederasyonu
EDUFUN Foundation Trust
Ensaaf, Inc.
Environmental and Societal Development Foundation
Ethiopian Genocide Committee 1935–1941, Inc.
Euro-Mediterranean Human Rights Monitor
Euro-Mediterranean Human Rights Network
European Foundation for South Asian Studies
European Interreligious Forum for Religious Freedom (EIFRF)
Every Woman Treaty, Inc.
FIRST.Org, Inc.
Fn-Sambandet i Norge
Fondazioni “Yesilay”
Fondazione Pangea, ONLUS
Forum of European Muslim Youth and Student Organisations
Free the Slaves
Fundació Josep Irla
Fundación Venezolana por el Derecho a la Vivienda
Geneva Call
Girija Prasad Koirala Foundation for Democracy Peace and Development
Global Alumni Alliance
Global Citizen Forum
Global Detention Project
Global Energy Interconnection Development and Cooperation Organization
Global Village Forum Chakwal c/o Shaheen Degree College Chappar Bazar
Chakwal
Green Camel Bell
Hayrat Humanitarian Aid Association
Hellenic Institute of Cultural Diplomacy, Non-Profit Civil Association
Hokok Coalición Internacional contra la Impunidad
Human Environmental Association for Development (HEAD)
Human Rights Activists
Human Rights Initiative
Human Rights Protection Organization
Human Social Care Foundation
Humanity Diaspo
IFEX
Ilankai Tamil Sangam, Inc.
Imam Khomeini Relief Foundation
İnsani Hayat Derneği
Institute of International Peace Leaders, Private Limited
Institute of Peace and Diplomatic Studies (IPD)
International Action Network for Gender Equity and Law
International Anti Terrorism Movement
International Association for the Development of the Abaza-Abkhaz Ethnos
“Alashara”
International Child Rights Center
International Civil Society Action Network, Inc.
International Coordinating Council on Trans-Eurasian Transportation (CCTT)
International Cultural Diversity Organization

International Human Right Organization
International Human Rights Commission/Commission internationale des droits
de l'homme/Mezinárodní komise pro lidská práva – nadační fond (IHRC
– nadační fond)
Intl. WeLoveU Foundation
Islamic Relief Committee
Just Peace Advocates/Mouvement pour une paix juste
Justice for All
Kalinga Institute of Industrial Technology Deemed to be University
Kandılarla Dayanışma Vakfı
Karim Khan Afridi Welfare Foundation
Keshava Kripa Samvardhana Samiti
Khalsa Aid International
Khmers Kampuchea-Krom Federation
Knowmad Institut, gemeinnützige UG (haftungsbeschränkt)
Labdaros ir paramos fondas “Nevyriausybių organizacijų informacijos ir
paramos centras”
Lahore Educational and Welfare Society
Leaders club de développement des compétences de la vie
LES Musulmans (LM)
Life Bliss Foundation (Singapore)
Life Bliss Foundation, Inc.
L'institut européen de droit international et les relations internationales
(IEDI)/The European Institute for International Law and International
Relations (EUIL)
L'union marocaine des conseils et association de la société civile
Luftbrücke Irak, eV
Magistrats européens pour la démocratie et les libertés (MEDEL)
Mədəni İnkişafın Təbliği İctimai Birliyi
MENA Rights Group
Merciful Souls, RA/Al-Qolub Al-Rahima, RA
“Mission Armenia” Charitable Non-governmental Organization
Mnemonic Non-Profit Entrepreneurial Company with Limited Liability
Muslim Hands
Mwatana Organization for Human Rights
Nationaal Papoea Vereniging '95/West Nieuw Guinea
National Agro Foundation
National Association of Palliative Care for AYUSH & Integrative Medicine
National Committee on BRICS Research
National Forum for Human Rights
Nature Labs
Nithyananda Dhyanapectam of Oklahoma City, Inc.
Nithyananda Dhyanapectam TCD Trust
Nithyananda Foundation
Nithyanandeshwar Devasthanam Trust
Nithyanandeshwara Paramashiva Hindu Temple
Nobel Women's Initiative
Non-Governmental Organization “Association of Wives and Mothers of
Soldiers Participating in Ato”
Now Action & Unity for Human rights (NAUH)
NTC – Hands off Cain
“Odlar Yurdu” Gənclər İctimai Birliyi
Ömnium Cultural
Organisation Tamaynut

Österreichischer Rat für Nachhaltige Entwicklung – Österreichischer
 Nachhaltigkeitsrat für soziale, ökologische und ökonomische
 Angelegenheiten
 OxYGen Foundation for Protection of Women and Youth Rights
 Öz Gıda Sanayi ve Yardımcı İşçileri Sendikası
 Pak Special Persons Welfare Society
 Palestinian Association for Human Rights – Witness
 Partnership for Transparency Fund, Inc.
 PAY-W Clinic
 Peace Justice Humanity and Relief Foundation
 Peace without Limits International Organization, Inc. (PWL)
 People’s Participation
 Persatuan Cinta Gaza Malaysia
 Photographers without Borders
 Pragati Foundation
 Protection International
 Pusat Komang, Sdn. Bhd.
 PVBLIC Foundation, Inc.
 Rainbow Volunteer Club
 Rescue: Freedom International
 Robert Bosch Stiftung Gesellschaft mit beschränkter Haftung
 Roosevelt House Public Policy Institute
 Salam for Democracy and Human Rights
 SAM pour les droits et les libertés
 Samajik Yuva Sangthan Sansthan
 Samaritan Help Mission
 Sewa International
 Sheikh Abdullah Al Nouri Charity Society
 Shenzhen Foundation for International Exchange and Cooperation
 Shree Someshwar Education Trust
 Sichuan Haihui Poverty Alleviation Center
 SJAC
 SKT Welfare
 Social and Media Studies Institute
 Solidariteit/Solidarity
 Solidarity for Peace and Reunification of Korea
 SosyalBen Vakfı
 Southern Poverty Law Center, Inc.
 Sri Sharada Institute of Indian Management Research Foundation
 Stella Maris Institute of Development Studies
 Stichting InterNations Exchange
 Stichting Mideast Youth
 Stichting Volunteer Activists
 Stichting White Helmets Foundation
 Su Politikaları Derneği
 Suchirindia Foundation
 Syria Relief
 Syrian Legal Development Programme
 Tai Studies Center
 Terre des Femmes, eV/Menschenrechte für die Frau, eV
 The Auschwitz Institute for Peace and Reconciliation
 “The Awakening” – A Society for Social & Cultural Development
 The Ecumenical Christian Centre Bangalore
 The Foundation for the Defense of Democracies

The Global Energy Association on Development of International Research and
Projects in the Field of Energy
The Global Imams Council
The Gulmit Educational and Social Welfare Society, Hunza Gilgit
The Humanitarian Forum
The International Center for Supporting Rights and Freedoms
The International Institute on Race, Equality and Human Rights
The Trustees of Global Peace Mission Trust Foundation
The Voice Society
The Zakat Foundation of America
Tom Lantos Foundation for Human Rights and Justice
Transitional Justice Working Group
Transnational Anti-Organized Crime Intelligence Group, Inc. (TAOC-IG)
Turkish Marine Research Foundation (TUDAV)
Uluslararası Mülteci Hakları Derneği
Uluslararası Yardımlaşma ve Kalkındırma Derneği
United Global Organization of Development (UGOOD)
Urgent Action Fund for Women's Human Rights
US Council of Muslim Organizations
Uyghur Human Rights Project
Voice of Youth Organization
Water, Environment and Sanitation Society (WESS)
Welfare Association Jared
West Papua Interest Association
World Historic and Cultural Canal Cities Cooperation Organization
World Internet of Things Convention
Y. S. Makhdoomi Memorial Educational Trust
Yadam Institute of Research
Yetim Vakfi
Youchang Consulting
Youth for Human Rights Pakistan
Youth Parli of Pakistan (YPP)
Zindagi Trust

Demands dont l'examen a été clos, sans préjudice de nouvelles demandes

6. À sa 1^{re} séance, le 22 janvier, le Comité a décidé de clore, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes de 30 organisations non gouvernementales qui n'avaient pas répondu au moins deux jours ouvrables (48 heures) avant le début de la session aux questions qu'il leur avait posées [voir chap. I, projet de décision I, al. d)].

Demands de retrait de leur demande d'admission au statut consultatif présentées par des organisations non gouvernementales

7. À ses 6^e et 7^e séances, les 24 et 25 janvier, le Comité a décidé de prendre acte de la demande de deux organisations de retirer leurs demandes d'admission au statut consultatif [voir chap. I, projet de décision I, al. e)].

B. Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et de reclassement

8. Le Comité a examiné le point 3 b) de son ordre du jour de sa 1^{re} à sa 3^e séance, les 22 et 23 janvier, et de sa 11^e à sa 13^e séance, les 29 et 30 janvier. Au total, il a examiné 214 demandes d'admission au statut consultatif.

Nouvelles demandes ayant fait l'objet d'une recommandation favorable

9. Le Comité a recommandé au Conseil économique et social d'accorder le statut consultatif aux 112 organisations ci-après, parmi les 214 qui avaient présenté de nouvelles demandes [voir chap. I, projet de décision I, al. a)] :

Statut consultatif spécial

AbibiNsroma Foundation
 Advocating Opportunity, Inc. (AO)
 Africa Peace Foundation (APF)
 Amani Hope and Education for All
 Amazon Watch
 Aroha
 Asociación Awaq ONGD
 Asociación Derechos en Acción, Organización Pro Derechos Humanos, Desarrollo Democrático y Humanidad Sostenible
 Asociación para el Análisis de Políticas Públicas, Asociación Civil
 Asociația eLiberare
 Associació Plataforma per la Llengua – Col·lectiu l'Esbarzer
 Association camerounaise pour la défense des droits de l'homme des libertés et du bien-être
 Association for Community Empowerment Solutions
 Association of African Entrepreneurs
 Bedayati
 Blockchain Alliance International, Inc.
 Blue Ventures
 Brain Builders Youth Development Initiative
 Canadian Arab Women Association
 Cecilian International Foundation
 Centre for Newcomers Society of Calgary
 Centro Culturale San Martino – Regione Puglia (APS)
 Centro de Pensamiento Estratégico Internacional
 Český výbor pro UNICEF
 Climate Aid Initiative
 Climate Analytics
 Cohesive Communities Development Initiative
 Contra o Femicídio – Associação de Familiares e Amigas/os de Vítimas de Femicídio (ACF)
 Corporación Fernando González – Otraparte
 Destination Justice
 Development Research and Project Centre Kano, Ltd./Gte.
 Disability-Inclusive Development Programs and Services (DIDEPAS)
 Estijabah Foundation for Humanitarian Aid and Relief
 European Parents' Association
 Exit UK Solutions, CIC
 FAIR Trade Group
 Fondazione Mater
 Forum for Women in Development, Democracy and Justice
 Foundation Akralê
 Fundación Gran Chaco
 Fundación Veritad Green
 Future Resilience and Development Foundation
 Global AIDS Interfaith Alliance
 God Bless the Child, eV

Green Cameroon
Habitable Earth International Organisation
Headfort Foundation
Himaya Daeem Aataa
Hope for Future Generations
Humanitarian Focus Foundation
Impact – Civil Society Research and Development, eV
ImpactHER Foundation, Ltd./Gte.
Inclusion Matters by Shanes Inspiration
Initiative africaine pour le développement – International (IAD-I)
Initiatives développement Centrafrique
Instituto para el Desarrollo Sostenible de la Mujer Lenca de Honduras
(IDESMULH)
Instituto Verdeluz
International Center for Living Aquatic Resource Management
International Human Rights Consortium
International Young Leaders Organization/Internationale Organisation für junge
Führungspersönlichkeiten
Intersecta Organización para la Igualdad
Jeevan Rekha Parishad
Just Atonement, Inc.
Kaani Assistance
Luis De La Calle Foundation, Inc.
Mirella and Lino Saputo Foundation
M-Kids Association
Mtree, Inc.
Nadační fond pro výzkum psychedelie
National Association of Friendship Centres
Nipe Fagio
Nonprofit Incorporated Association Africa Insight
Nurturing Minds, Inc.
One World U Foundation (U: Unique United You)
Open Lunar Foundation
Organisation algérienne pour l'emploi des diplômés
Oromia Relief Association Australia – South Pacific region, Inc.
Österreichischer Frauenring
Pacific Links Foundation
Pikes Peak Justice and Pro Bono Center, Inc.
Primelocation Care Givers Foundation
Promotion of Sustainable Development in Donga-Mantung Association
REEF Scuba
Rights for Disability Development Foundation (RDDEF)
Rights Organization for Advocacy and Development
Save the People in Need (SPN)
SDG Youth
Sesame Workshop
Siblings Keeper Corp
Smiling Angels International, Inc.
Stiftung Schüler Helfen Leben
The Canadian Council on Rehabilitation and Work
The Mudavadi Memorial Foundation Trust Fund Registered Trustees
The University of Edinburgh
The Virtuous Touch Int'l Initiative
Union of Community Development Volunteers

UniRef
 United for Global Mental Health
 USAfrica Trade and Business Network, Inc.
 Vaccine Network for Disease Control
 Veille Citoyenne Togo
 Verein von Nichtregierungsorganisationen für Verbrechensprävention und
 Strafrechtspflege
 Village Health Action
 Wasel for Awareness and Education Co.
 Women for Positive Actions (WOPA)
 Women Rehabilitation Organization
 Woods Hole Oceanographic Institution
 Word Green Design Organization
 World Changers Development Initiative
 World Security Federation
 World Shirdi Sai Baba Organisation (UK)
 Young Ambassadors Society

Nouvelles demandes dont l'examen a été reporté

10. Le Comité a décidé de reporter l'examen des demandes d'admission des 102 organisations non gouvernementales ci-après jusqu'à réception des réponses aux questions qu'il leur a posées à sa session ordinaire de 2024 :

Africa Foundation for Community Development (AFCOD-Uganda)
 Al-Aqsa Association for the Development of the Islamic Waqf (Endowment)
 Alliance for a Green Revolution in Africa
 Al-Rafah – Welfare Association in Kafr Bara, RA
 Alumot Or, Ltd., CC
 AnitaB.org
 Armenian Bar Association
 Ashrafolandia Charity Institute
 Asian Cultural Center, Non-Profit Organization
 Asociación Ciudadana por los Derechos Humanos
 Associação Nova Escola
 Associação Transparência e Integridade
 Associació Amnistia i Llibertat
 Association Yesil Ay of the Republic of North Macedonia, Skopje
 AsyLex
 Atmnirbhar NGO
 Atomic Reporters
 Beijing Yuntu International Culture Exchange, LLC
 Board of Deputies Charitable Foundation
 Cage Advocacy UK, Ltd.
 Caravan Industry Association of Australia, Limited
 CarbonCare InnoLab, Limited
 CBM Global Disability Inclusion, Vereniging
 Centre for Human Rights and Democracy in Africa
 Christen in Not (CSI-Österreich)
 Collaboration on International ICT Policy for East and Southern Africa
 (CIPESA)
 Cultural Diversity and Sustainable Development for Peace
 CyberPeace Institute
 De-Tomes Ghana, LBG
 Dr. Ambedkar Society for Socio Economic Welfare and Development

Educators without Borders International
European Prison Litigation Network
EU-Russia Civil Society Forum, eV
Ezer Mizion
Focus Asia Foundation (FAF)
Folkland International Centre for Folklore and Culture
Forum de Paris sur la paix
Global Compact Network UK
Global Development Alliance for Africa and Asia
Global Healthy Living Foundation, Inc.
Great Barrier Reef Foundation
Guangzhou Inno Public Welfare Service Promotion Society
Helvetas Swiss Intercooperation
Hope for Justice
Hope to the Future Association
Human Rights Prakahar Shodh Mohim Society
India SME Forum
Initiative pour un co-développement durable avec le Niger (ICON)
Insamlingsstiftelsen Vi Planterar Träd
Institute of Rural Management
International Democratic Platform Non-Governmental Organization
International Diabetes Federation
International Human Rights and Anti-Crime Organization Trust
International Human Rights Observatory
International Organization for Development and Human Rights
Jamiat-Ulama-i-Hind
Japan Water Forum
Jerusalem Legal Aid and Human Rights Center
Kaos Gey ve Lezbiyen Kültürel Araştırmalar ve Dayanışma Derneği
Korea Future Initiative, CIO
KurNiv Foundation
Lehigh University
London School of Economics and Political Science LSE
Love March Movement
Mountain and Glacier Protection Organization
Na Laga'at, RA
National Association of Women Judges
Nejat Society, Victims of Violence
NetHope, Inc.
New Life Fellowship, Jhankarpada, Hirkud, Sambalpur
Organization for the Professional Empowerment of Women, Civil Nonprofit
Company
Oromo Legacy, Leadership and Advocacy Association
Partners in Health
Partnership with Native Americans
Pro Mujer, Inc.
Pro Vita e Famiglia, ONLUS
Protection Approaches
Rainbow Railroad
Rare Diseases International
RASED for Capacity Building and Development
Right to Education Initiative
Rizing Starz International, Inc.
Russian-Speaking Community Council, Inc.

Save Water and Safe Water Foundation
 SheDad Foundation
 Stichting Stop Ecocide Foundation
 Studentenes og Akademikernes Internasjonale Hjelpfond
 Tarptautinis pilietinių iniciatyvų centras “Mūsų namai”, VšĮ
 The Arava Institute for Environmental Studies, RA
 The Center for Victims of Torture
 The Centre for Israel and Jewish Affairs
 The Enlight Lab
 The Explorers Club
 Themistocles and Dimitris Tsatsos Foundation – Centre for European
 Constitutional Law
 Transparency International – R
 Türkiye Eğitim Gönüllüleri Vakfı
 Udruženje Centar za edukaciju i istraživanje “Nahla”
 Umut Ol Uluslararası İnsani Yardım Derneği
 UNITEE
 Universal Peace Organization, Inc.
 US Institute of Diplomacy and Human Rights
 WomenStrong International

C. Demandes émanant d’organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social qui ont fusionné avec d’autres organisations non gouvernementales non dotées de ce statut

11. À sa 9^e séance, le 26 janvier, le Comité a examiné au titre du point 3 c) de l’ordre du jour une demande de reconnaissance de la fusion de Stiftung Brot für Alle (organisation dotée du statut consultatif spécial) avec Hilfswerk der Evangelischen Kirchen Schweiz (organisation non dotée du statut consultatif) en vue de former Hilfswerk der Evangelisch-reformierten Kirche Schweiz (HEKS) (E/C.2/2024/R.4). Il a décidé de reporter l’examen de la demande jusqu’à réception des réponses aux questions qu’il leur a posées.

III. Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil

A. Rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil dont l’examen avait été reporté

12. À sa 11^e séance, le 29 janvier, le Comité a examiné le point 4 a) de son ordre du jour, intitulé « Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif et dont l’examen a été reporté ». Il était saisi d’un mémorandum du Secrétaire général contenant la liste des 115 rapports quadriennaux présentés par des organisations dotées du statut consultatif général ou spécial auprès du Conseil économique et social, dont l’examen avait été reporté lors de sessions antérieures tenues entre 2005 et 2023 (E/C.2/2024/CRP.5).

13. Le Comité a pris note du rapport des deux organisations ci-après [voir chap. I, projet de décision I, al. c)] :

International Council of Psychologists (2018-2021)
The Smile of the Child (2016-2019)

14. Le Comité a décidé de reporter à nouveau l'examen des 113 rapports suivants :

Academic Council on the United Nations System (2016-2019)
Access Now (2016-2019)
Advocates for Human Rights (2016-2019)
Agir ensemble pour les droits de l'homme (2018-2021)
Alliance internationale pour la défense des droits et des libertés (2017-2020)
Amman Center for Human Rights Studies (2018-2021)
Amnesty International (2008-2011)
Amnesty International (2012-2015)
Amnesty International (2016-2019)
Armenian Assembly of America (2007-2010)
Armenian Assembly of America (2011-2014)
Armenian Assembly of America (2015-2018)
Asia Pacific Forum on Women, Law and Development (2018-2021)
Asian Forum for Human Rights and Development (2012-2015)
Association internationale des droits l'homme (2014-2017)
AUA Americas Chapter, Inc. (2017-2020)
Avocats sans frontières (2016-2019)
Catholics for Choice (2010-2013)
Centrist Democratic International (2006-2009)
Centrist Democratic International (2010-2013)
Centrist Democratic International (2014-2017)
Christian Solidarity Worldwide (2017-2020)
CIVICUS – World Alliance for Citizen Participation (2016-2019)
Comité international pour le respect et l'application de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (CIRAC) (2018-2021)
Committee to Protect Journalists, Inc. (2016-2019)
Coordination des associations et des particuliers pour la liberté de conscience (2016-2019)
Ecumenical Federation of Constantinopolitans (2016-2019)
Egyptian Organization for Human Rights (2010-2013)
Egyptian Organization for Human Rights (2014-2017)
Elizka Relief Foundation (2015-2018)
Eşit Haklar İçin İzleme Derneği (2018-2021)
European Union of Jewish Students (2018-2021)
Federation of Western Thrace Turks in Europe (2014-2017)
Federation of Western Thrace Turks in Europe (2018-2021)
Femmes Solidaires (2016-2019)
France libertés : Fondation Danielle Mitterrand (2011-2014)
France libertés : Fondation Danielle Mitterrand (2015-2018)
Freedom House (2007-2010)
Freedom House (2011-2014)
Freedom House (2015-2018)
FreeMuslim Association, Inc. (2016-2019)
Front Line: The International Foundation for the Protection of Human Rights Defenders (2016-2019)
Fundación Pro Humanae Vitae (2014-2017)
Global Environmental Action (GEA) (2009-2012)
Godwin Osung International Foundation, Inc. (The African Project) (2015-2018)
Greek Council for Refugees (2017-2020)

Helsinki Foundation for Human Rights (2015-2018)
Henry Dunant Centre for Humanitarian Dialogue (2014-2017)
Human Resource Development Foundation (2018-2021)
Human Rights First (2015-2018)
Human Rights House Foundation (2011-2014)
Human Rights House Foundation (2015-2018)
Human Rights Now (2016-2019)
Human Rights Watch (2009-2012)
Human Rights Watch (2013-2016)
Human Rights Watch (2017-2020)
Inter-American Press Association (2013-2016)
International Association for Religious Freedom (2011-2014)
International Association for Religious Freedom (2015-2018)
International Association of Democratic Lawyers (IADL) (2017-2020)
International Bar Association (2015-2018)
International Blue Crescent Relief and Development Foundation (2018-2021)
International Eurasia Press Fund 2018-2021)
International Federation for Human Rights Leagues (2016-2019)
International Federation of Journalists (2005-2008)
International Federation of Journalists (2013-2016)
International Justice Resource Center, Inc. (2018-2021)
International PEN (2006-2009)
International PEN (2014-2017)
International Press Institute (2017-2020)
International Religious Liberty Association (2015-2018)
International Service for Human Rights (2011-2014)
International Service for Human Rights (2015-2018)
International Union of Socialist Youth (2005-2008)
International Union of Socialist Youth (2017-2020)
Islamic Relief USA (2016-2019)
Jesuit Refugee Service (JRS) (2014-2017)
Konrad-Adenauer-Stiftung, eV (2018-2021)
Korea Freedom Federation (2018-2021)
Lawyers for Lawyers (2017-2020)
Liberal International (2015-2018)
Local Governments for Sustainability (2014-2017)
Marangopoulos Foundation for Human Rights (2018-2021)
Minority Rights Group (2016-2019)
National Assembly of Youth Organizations of the Republic of Azerbaijan
(NAYORA) (2018-2021)
Natural Justice (2014-2017)
Omega Research Foundation, Limited (2017-2020)
Open Society Institute (2013-2016)
Open Society Institute (2017-2020)
Organization Earth (2017-2020)
Pathfinder International (2011-2014)
People for Successful Corean Reunification (2016-2019)
Prince Sultan Bin Abdulaziz International Prize for Water (2013-2016)
Robert F. Kennedy Center for Justice and Human Rights (2009-2012)
Simon Wiesenthal Center (2011-2014)
Society for Threatened Peoples (2013-2016)
Society for Threatened Peoples (2017-2020)
Thalassaemia International Federation, Limited (2017-2020)
The Law Society (2014-2017)

The RINJ Foundation (2017-2020)
The World Justice Project (2018-2021)
Therapy Center for Dependent Individuals (KETHEA) (2017-2020)
Türkiye Kadın Girişimciler Derneği (2018-2021)
Union internationale des avocats/International Union of Lawyers (2015-2018)
Unitarian Universalist Service Committee (2009-2012)
United Nations Watch (2014-2017)
United Nations Watch (2018-2021)
UPR Info (2016-2019)
US Committee for Human Rights in North Korea (2018-2021)
World Council of Arameans (Syriacs) (2007-2010)
World Federation of Trade Unions (2018-2021)
Young Women's Christian Association (2013-2016)
Young Women's Christian Association of Australia (2014-2017)

B. Nouveaux rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil

15. De sa 9^e à sa 11^e séances, les 26 et 29 janvier, le Comité a examiné le point 4 b) de son ordre du jour, intitulé « Nouveaux rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif ». Il était saisi de notes du Secrétaire général contenant 755 nouveaux rapports quadriennaux (E/C.2/2024/CRP.6 à CRP.51). Il a pris acte de 732 d'entre eux [voir chap. I, projet de décision I, al. c)] et décidé de reporter l'examen des rapports des 23 organisations suivantes² :

Academy of Criminal Justice Sciences
Armenian Constitutional Right-Protective Centre
Assyrian Aid Society – Iraq
European Centre for Law and Justice/Centre européen pour le droit, la justice et les droits de l'homme
Fondation Mohammed VI pour la protection de l'environnement
Forum Azzahrae pour la femme marocaine
France libertés : Fondation Danielle Mitterrand
Freedom House
Heritage Foundation
Human Rights Information and Documentation Systems International
Human Rights Law Centre
International Association of Jewish Lawyers and Jurists
International Religious Liberty Association
International Service for Human Rights
Jubilee Campaign
Liberal International
Oxfam NOVIB
Réseau africain pour le développement, la gouvernance et les droits humains (RADHEG)
Stichting Global Human Rights Defence
Uluslararası Süleymaniye Eğitim ve Yardımlaşma Derneği
Union de l'action féminine
Union internationale des avocats/International Union of Lawyers
“Vətəndaşların Sosial Rifahı Naminə” İctimai Birliyi

² Tous les nouveaux rapports quadriennaux dont l'examen a été reporté concernent la période 2019-2022.

IV. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat

16. À sa 1^{re} séance, le 22 janvier, le Comité a examiné conjointement le point 5 de l'ordre du jour, intitulé « Renforcement du Service des organisations non gouvernementales », le point 6, intitulé « Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil, notamment en ce qui concerne le processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil », et le point 8, intitulé « Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG ». Il a également entendu un rapport oral présenté par le Secrétariat.

17. Le Directeur par intérim du Bureau de l'appui aux mécanismes intergouvernementaux et de la coordination au service du développement durable du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat a souligné qu'à mi-parcours de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de la réalisation des objectifs de développement durable, le rôle de la société civile en tant que partenaire de l'ONU n'avait jamais revêtu autant d'importance. Il s'est félicité que le Comité ait facilité l'accès et la participation des organisations non gouvernementales au Conseil économique et social, à ses organes subsidiaires et à ses autres instances importantes, ainsi qu'à d'autres manifestations et réunions marquantes de l'ONU, grâce à l'examen de leurs demandes et ses recommandations d'octroi du statut consultatif. Le Directeur par intérim a évoqué l'augmentation constante du nombre de demandes et de rapports enregistrés chaque année au cours de la dernière décennie et a mis le doigt sur l'état désastreux des ressources dont disposait le Service des organisations non gouvernementales. Il a insisté sur la nécessité de veiller à ce que les ressources soient suffisantes pour permettre au Service de maintenir son haut niveau de performance. Toute contribution des États membres était cruciale à l'heure des discussions administratives et financières sur le niveau de soutien nécessaire. Sans ce soutien, le Secrétariat ne pourrait pas mener à bien toutes les activités prévues, ce qui entraverait l'exécution du programme et la mise en œuvre du mandat.

18. Le Chef du Service des organisations non gouvernementales a informé le Comité des conséquences de la charge de travail accrue et de la situation financière actuelle de l'ONU sur le fonctionnement du Service. Il a signalé qu'en raison de l'augmentation croissante du nombre d'organisations demandant le statut consultatif ou dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, cela faisait longtemps que le Service avait atteint ses limites. Il a souligné que les ressources humaines étaient indispensables à l'examen des candidatures et des rapports quadriennaux, à la facilitation de l'accès des ONG au système des Nations Unies, à la gestion des échanges entre le Comité et les ONG et au développement de relations fructueuses avec ces acteurs afin de garantir une contribution efficace aux travaux de l'ONU. L'intervenant a rappelé que la charge de travail du Service avait considérablement augmenté et que cette tendance devrait se poursuivre à l'avenir. Par exemple, entre 2009 et 2023, le nombre de nouvelles demandes et de rapports quadriennaux a été multiplié par six, passant respectivement de 143 et de 202 à 845 et à 1 215. Il a insisté sur le fait que le Service avait déployé tous les efforts possibles pour faire face avec diligence à la charge de travail croissante et pour atteindre des niveaux d'efficacité plus élevés, mais qu'il n'était plus possible de répondre à la demande sans cesse croissante avec le niveau de ressources humaines actuel.

19. Le Chef du Service des organisations non gouvernementales a également indiqué que le développement du nouveau système informatique et de communications amélioré destiné à remplacer les plateformes électroniques actuellement utilisées et gérées par le Service (base de données intégrée sur les organisations de la société civile (iCSO), Civil Society Network (CSO Net) et système des comités sans documentation papier) était en cours. Il a expliqué que le nouveau système était en phase finale de développement et de test. Il a ajouté qu'à la demande du Comité, des tests ainsi que des formations à l'intention de tous les utilisateurs, notamment des membres du Comité et des organisations non gouvernementales, étaient prévus pendant la phase de mise en service. Il s'est toutefois inquiété du fait que le projet ait été retardé en raison d'un manque de ressources. Il a invité les membres du Comité à soutenir le Service en mobilisant des ressources adéquates, notamment sous la forme du Programme des administrateurs auxiliaires ou d'un soutien extrabudgétaire, afin de lui permettre de remplir son mandat, qui est de faciliter l'engagement des organisations non gouvernementales dans les travaux de l'ONU. Il a invité les membres du Comité, les États Membres et les organisations non gouvernementales à aider le Service à les aider. Il a conclu en réaffirmant aux membres du Comité que le Service était et resterait pleinement résolu à fournir le plus haut niveau de soutien au Comité dans l'accomplissement de son mandat crucial, conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, en veillant à ce que les organisations non gouvernementales participent au système des Nations Unies et y fassent entendre leur voix, comme le prévoit la Charte des Nations Unies.

20. Le représentant de l'Inde indienne a demandé des éclaircissements sur le point 6 b) de l'ordre du jour intitulé « Questions inscrites à l'ordre du jour du groupe de travail informel » et a demandé si les groupes de travail se réuniraient dans le cadre de réunions informelles. Le Chef du Service a répondu qu'aucun groupe de travail informel n'était actuellement en activité. Il a ajouté qu'il appartenait au Comité de décider de la tenue d'une discussion sur ce point de l'ordre du jour.

V. Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil, s'agissant, notamment, du processus d'accréditation des représentantes et représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil

21. À sa 1^{re} séance, le 22 janvier 2024, le Comité a procédé à l'examen de ses méthodes de travail. À la demande de plusieurs membres du Comité et avec l'approbation de la Présidente, le Comité a décidé d'aborder la question dans le cadre de ses consultations informelles afin de poursuivre les délibérations sur les méthodes de travail internes du Comité.

Questions connexes diverses

22. À sa 11^e séance, le 29 janvier, le Comité a procédé à l'examen du point 6 c) de l'ordre du jour, intitulé « Questions diverses ». Il était saisi d'un mémorandum du Secrétaire général relatif contenant de nouvelles demandes de changement de nom reçues d'organisations non gouvernementales (E/C.2/2024/CRP.3). Il a pris note du changement de nom de cinq organisations [voir chap. I, projet de décision I, alinéa b)].

VI. Examen de rapports spéciaux et plaintes d'États Membres

23. Il n'y a pas eu de demande de rapport spécial.

VII. Organisation de la session

A. Ouverture et durée de la session

24. Le Comité chargé des organisations non gouvernementales a tenu sa session ordinaire de 2024 du 22 au 31 janvier et le 9 février. Il a tenu 16 séances.

25. La session a été ouverte par le Vice-Président du Comité (Costa Rica) pour la session de 2023. Dans ses remarques liminaires, il a déclaré que le Comité jouait un rôle de passerelle importante permettant aux organisations non gouvernementales de participer et de contribuer à l'action de l'Organisation des Nations Unies. En recommandant d'accorder le statut consultatif à des organisations non gouvernementales, le Comité facilitait leur accès et leur participation au Conseil, à ses organes subsidiaires et à de nombreuses réunions de l'ONU. L'intervenant a souligné qu'en œuvrant ensemble dans un esprit de consensus, les membres du Comité seraient en mesure de tenir une session fructueuse et productive.

26. Le représentant du Costa Rica a affirmé que le Comité jouait un rôle crucial dans les relations qu'entretient l'Organisation avec les parties prenantes non gouvernementales, conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social. Il a rappelé que pour la seule année 2023, le Comité avait reçu plus de 800 nouvelles demandes, auxquelles venaient s'ajouter près de 300 demandes différées, dont certaines depuis cinq ans ou plus. L'intervenant a souligné que l'absence d'amélioration significative de ses méthodes de travail compromettrait le mandat du Comité et l'interaction de la société civile avec l'ONU. Il a fait référence aux consultations informelles de juin 2023 lors desquelles les membres et le Secrétariat ont discuté des méthodes de travail du Comité, et a déploré l'impossibilité de parvenir à un consensus sur des changements bénéfiques pour toutes les parties, y compris la société civile.

27. Le représentant a signalé aux membres du Comité que le Costa Rica avait décidé, avec le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de présenter un projet de décision au Conseil économique et social en vue d'améliorer les méthodes de travail du Comité en tenant compte des discussions tenues en son sein ces dernières années. Il a ajouté que le Costa Rica mettrait tout en œuvre pour adopter une approche inclusive, ouverte et transparente avec toutes les parties prenantes concernées. Il a souligné que le Costa Rica continuerait à s'efforcer d'instaurer un climat de confiance et de compréhension entre les membres du Comité pour qu'il puisse s'acquitter pleinement de son mandat. L'intervenant a exprimé l'espoir que la bonne volonté des membres prévaudrait afin de soutenir une relation mutuellement bénéfique entre l'ONU et la galaxie des organisations non gouvernementales.

28. Le représentant de la Türkiye a déclaré que la société civile était l'un des piliers fondamentaux du monde moderne globalisé. Il a souligné que les organisations qui demandaient l'admission au statut consultatif auprès du Conseil avaient à cœur d'apporter à l'ONU une expertise, des connaissances et des solutions spécifiques à certains problèmes mondiaux. Il a déclaré que la coopération entre l'ONU et la société civile contribuait à la durabilité et à l'efficacité du travail de l'ONU. Il a insisté sur la contribution essentielle du Comité des organisations non gouvernementales à la facilitation et à l'amélioration de cette coopération et a souligné que la Türkiye continuait à soutenir la participation active des organisations non gouvernementales

aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et aux conférences internationales organisées par les Nations Unies, conformément à l'esprit, aux objectifs et aux principes de la Charte des Nations Unies, ainsi qu'au cadre défini par le Conseil dans sa résolution 1996/31. En ce sens, l'intervenant a réaffirmé que le rôle et les compétences du Comité, en tant que principal organe spécialisé des Nations Unies chargé d'examiner les demandes de statut consultatif, ne devaient pas être remis en cause. Il a souligné que le Comité devait pouvoir continuer d'examiner chaque demande au cas par cas, comme il le fait d'ordinaire. Contourner le processus d'examen habituel du Comité en déposant des projets de résolution en vue de n'accorder le statut consultatif qu'à certaines organisations était contre-productif et allait à l'encontre du mandat que le Conseil avait confié à cet organe. L'intervenant a noté qu'en 2023, à la reprise de la session, la grande majorité des membres du Comité avaient voté contre les recommandations visant à accorder le statut consultatif à une organisation dont la demande avait été soumise individuellement à un vote. La Türkiye reconnaissait le droit de chaque membre du Comité de soumettre des candidatures au vote, mais rejetait la méthode consistant à isoler des candidatures d'organisations non gouvernementales spécifiques de manière sélective et sur la base de critères élaborés artificiellement.

29. La représentante des États-Unis d'Amérique a réaffirmé l'engagement de son pays envers la promotion d'une participation véritable des organisations non gouvernementales aux activités du système des Nations Unies, quelles que soient leurs convictions politiques. Elle a précisé que les États-Unis continueraient à soutenir l'accréditation des organisations non gouvernementales, y compris celles avec lesquelles les États-Unis n'étaient pas d'accord et celles qui les critiquaient. Pour l'intervenante, le fait de fournir une plateforme pour la participation de diverses organisations aux travaux du système des Nations Unies rendait l'institution et ses États Membres plus forts et plus à l'écoute de leurs mandants. Elle a répété qu'en 2022 et en 2023, les États-Unis avaient eu l'honneur de soumettre au vote du Conseil économique et social plusieurs groupes d'organisations qui avaient été ciblées pour des raisons politiques et dont l'accréditation avait été différée pendant bien trop longtemps. L'intervenante s'est félicitée que des membres du Conseil économique et social aient voté en faveur de l'accréditation de ces organisations légitimes et crédibles au cours des dernières années. Elle a également noté les difficultés et la charge indue que les méthodes de travail du Comité faisaient peser sur les organisations non gouvernementales sollicitant le statut consultatif, en particulier celles du Sud, qui n'avaient pas les moyens de se rendre à New York pour s'entretenir avec les membres du Comité. L'intervenante a exprimé son soutien à la proposition de sessions hybrides de questions-réponses et a regretté l'absence d'un consensus sur cette question très importante. Elle s'est réjouie que le Secrétariat ait facilité en 2022 la tenue de consultations tant attendues entre le Comité des organisations non gouvernementales et les organisations de la société civile, mais a regretté qu'elles n'aient pas été reconduites en 2023. Elle a invité le Comité à organiser des consultations avant chaque session de janvier et de mai, comme prévu dans la résolution 1996/31 du Conseil. Elle a salué l'initiative conjointe du Royaume-Uni et du Costa Rica et a déclaré que les États-Unis y collaboreraient de manière constructive.

30. La représentante du Royaume-Uni a reconnu le rôle essentiel que joue la société civile dans le débat, la compréhension et la prise de décision. Elle a souligné que dans un monde marqué par une multiplication des difficultés, les organisations de la société civile constituaient un pilier essentiel des sociétés ouvertes et se posaient souvent en défenseurs de première ligne. Elle a ajouté qu'elles jouaient un rôle déterminant s'agissant de protéger et de promouvoir les droits humains, de s'attaquer aux problèmes mondiaux, qu'il s'agisse des changements climatiques ou des conflits, et

de tenir les personnes au pouvoir responsables de leurs actes. L'intervenante a rappelé que l'existence du Comité tenait au fait que les États Membres reconnaissent la nécessité de collaborer avec la société civile pour assurer le bon fonctionnement du système des Nations Unies. Elle a ajouté que les contributions de la société civile permettaient de prendre des décisions éclairées, ouvrant la voie à la réalisation des objectifs de développement durable et à un avenir plus équitable et plus juste. Le Royaume-Uni restait déterminé à promouvoir la participation de la société civile et à veiller à ce que tous les canaux de communication entre la société civile et les pouvoirs publics restent ouverts. L'intervenante a relevé le besoin urgent de réforme et a souligné que les reports politisés et les questions posées à de multiples reprises par un petit groupe d'États Membres entravaient l'accès de la société civile à la tribune de l'ONU. Les demandes d'admission au statut consultatif différées étaient souvent bloquées pendant des années, malgré la réception de réponses détaillées aux questions. Cette pratique de blocage arbitraire sur une période prolongée était contraire à l'esprit de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social. L'intervenante a indiqué que le Royaume-Uni s'emploierait à obtenir l'approbation des demandes de toutes les organisations non gouvernementales légitimes et que l'examen des ONG ne s'appliquerait qu'à des catégories spécifiques, conformément à la résolution 1996/31 du Conseil. Elle a rappelé qu'en rejoignant le Comité en 2023, le Royaume-Uni avait clairement exprimé son souhait d'améliorer ses méthodes de travail pour favoriser la mise en place d'un système transparent, efficace et équitable.

31. La représentante a expliqué qu'en 2024, aux côtés du Costa Rica, le Royaume-Uni présenterait une décision au Conseil économique et social dans l'intention d'améliorer certaines méthodes de travail du Comité. Elle a expliqué que les méthodes de travail actuelles nuisaient à la transparence du Comité, à son efficacité et à sa capacité à remplir son mandat conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social. Elle a exhorté tous les membres du Comité à promouvoir et à favoriser un espace sûr, accueillant et propice à la participation de la société civile aux travaux de l'ONU.

32. Le représentant de l'Érythrée a indiqué qu'en Érythrée, les organisations de la société civile de base continuaient à jouer un rôle essentiel en matière de mobilisation populaire, et contribuaient de manière significative à la santé publique, à l'égalité des genres, à la sécurité alimentaire et à l'autonomisation des jeunes. Il a souligné que les organisations de la société civile et les organisations non gouvernementales jouaient un rôle particulièrement déterminant lorsqu'elles possédaient les compétences et les capacités nécessaires à la promotion stratégique des priorités nationales. Il a rappelé que le Comité jouait un rôle décisif dans l'accréditation des organisations, ce qui nécessitait un examen minutieux de leurs demandes de statut consultatif, y compris une évaluation complète de leur nature et de la portée de leurs activités, afin de s'assurer que leurs contributions substantielles et durables correspondaient parfaitement aux objectifs fondamentaux de l'ONU énoncés dans la résolution 1996/31 du Conseil. L'intervenant a plaidé pour un fonctionnement efficace du Comité, soulignant la nécessité d'une prise de décisions fondée sur le consensus. Il a souligné que le consensus permettait de prendre en compte les différentes perspectives et de favoriser un environnement de collaboration dans lequel le processus de délibération reflétait la sagesse collective des membres du Comité. Il a indiqué que ce processus décisionnel inclusif renforçait non seulement la crédibilité du Comité, mais aussi la légitimité de ses décisions. En maintenant cette approche fondée sur le consensus, le Comité pourrait respecter ses engagements en matière d'équité, de transparence et de responsabilité tout en instaurant un environnement favorable à l'expression de voix diverses et à la prise de décisions collectives reflétant l'engagement commun de faire progresser le mandat du Comité.

33. La représentante du Zimbabwe s'est déclarée profondément satisfaite d'avoir travaillé avec les membres du Comité en tant que Vice-Présidente en 2023. Elle a souligné que grâce à cette coopération productive et constructive, le Comité avait pu s'acquitter de son mandat et examiner des centaines de nouvelles demandes de statut consultatif et d'autres demandes à différents stades de traitement. Elle s'est félicitée de la création d'un espace propice à la participation active des organisations non gouvernementales aux programmes et activités de l'ONU, compte tenu de leur précieuse contribution à la mise en œuvre des priorités de développement. L'intervenante a rappelé qu'il incombait au Comité de veiller à ce que la participation des ONG se fasse dans le respect des dispositions de l'ONU en la matière. Elle a indiqué qu'il était de la responsabilité collective du Comité de préserver sa crédibilité et son intégrité.

34. Le représentant de la Chine a déclaré que son pays attachait une grande importance au rôle joué par les ONG pour faire avancer les travaux de l'ONU et qu'il soutenait celles qui avaient les moyens de mieux participer aux travaux de l'Organisation. Membre du Comité des organisations non gouvernementales, la Chine avait toujours agi selon les principes de professionnalisme, d'impartialité et d'objectivité. S'agissant des méthodes de travail du Comité, la Chine défendait fermement l'autorité du Comité et menait ses travaux dans le strict respect du mandat du Comité. L'intervenant a souligné que, dans sa résolution 1996/31, le Conseil avait clairement énoncé les dispositions relatives aux procédures à suivre par les ONG pour demander le statut consultatif auprès du Conseil et au mandat du Comité, qui constituent les exigences de base et les garanties fondamentales pour assurer la participation régulière et ordonnée des ONG aux affaires des Nations unies. L'intervenant a précisé que la moindre tentative ou le moindre prétexte pour passer outre les décisions collectives du Comité porterait atteinte à l'autorité de ce dernier. Il a rappelé que l'octroi du statut consultatif était l'un des plus importants moyens à disposition pour renforcer la participation des ONG aux travaux de l'Organisation et que les membres du Comité avaient la responsabilité et l'obligation d'examiner les candidatures de manière impartiale et objective, conformément au mandat qui leur a été confié dans la résolution 1996/31. Il a constaté que, ces dernières années, des membres du Comité avaient donné leur accord inconditionnel à certaines organisations tout en posant de manière répétée des questions déraisonnables pour compliquer la tâche d'autres organisations. L'intervenant a soutenu que certains membres avaient même attaqué et discrédité d'autres membres au nom du soutien aux ONG, ce qui constituait une pratique flagrante de politisation et de politique de deux poids, deux mesures. Il a fait valoir qu'il incombait au Comité d'examiner soigneusement et objectivement chaque organisation candidate afin de déterminer si elle possédait les qualifications et les capacités requises pour contribuer aux travaux de l'ONU en général et du Conseil économique et social en particulier.

35. Le représentant a souligné l'importance de maintenir l'esprit de consensus du Comité et a fermement rejeté la pratique irresponsable consistant à réclamer une réforme sur la base de préférences personnelles. Il a ajouté qu'à l'heure actuelle, plus de 6 000 organisations non gouvernementales bénéficiaient du statut consultatif et qu'un grand nombre de nouvelles ONG se voyaient accorder ce statut, ce qui prouvait clairement que les méthodes de travail du Comité étaient pratiques et applicables. Il a souligné qu'en attendant une décision au sein du Comité, il n'était pas constructif d'essayer de faire passer la réforme. L'intervenant a suggéré que le Comité poursuive le processus de réforme en maintenant les méthodes de travail existantes, sur la base d'un consensus aussi large que possible et dans le strict respect du Règlement intérieur du Conseil économique et social, tout en tenant pleinement compte de l'opérabilité et des préoccupations des pays en développement et des ONG des pays en développement.

36. Le représentant de Cuba a déclaré qu'il avait préparé une déclaration protocolaire, mais que, compte tenu des éléments évoqués par les intervenants précédents, il soulèverait quelques points plus tôt que prévu. Il a souligné que le nouveau système en ligne était indispensable au travail des membres du Comité et du Service des organisations non gouvernementales. Il a regretté que chaque année, le Comité se voyait promettre un nouveau système, mais que celui-ci restait en cours de développement. L'intervenant a rappelé que sa délégation souhaitait que les membres du Comité disposent de suffisamment de temps pour se familiariser avec le nouveau système, une fois qu'il serait mis en service. Il a demandé si le ralentissement du développement du nouveau système était dû à un manque de ressources et si les ressources nécessaires avaient été obtenues.

37. En ce qui concerne le débat sur les méthodes de travail, le représentant n'était pas d'accord pour dire que les méthodes de travail n'avaient pas été améliorées. Il a indiqué que le Comité avait fixé une date limite pour la réception des réponses des ONG entre les sessions et que des ONG avaient soumis des réponses. Il a expliqué qu'il s'agissait d'une amélioration. Il a signalé qu'un groupe d'États avait manifesté son intention de présenter une décision au Conseil économique et social. Il a déploré que cette question n'ait pas été évoquée lors des consultations informelles et que les membres du Comité n'aient pas été invités à se joindre aux consultations sur la décision. Il a rappelé que les décisions devaient se fonder sur la résolution 1996/31 du Conseil. Il a averti que cette approche court-circuitait le Comité et, partant, sapait son travail. Il a souligné que cela desservait les travaux du Comité et qu'il s'agissait d'une mauvaise application du Règlement intérieur du Comité. Sur le plan procédural, les méthodes de travail relevaient de la responsabilité du Comité. Il n'était pas encore question de soumettre une décision au Conseil, faute de consultations préalables avec les membres du Comité. L'intervenant a constaté avec regret le peu de progrès réalisés dans l'amélioration des méthodes de travail en raison du manque de garanties données aux ONG du Sud quant à leur participation sur un pied d'égalité. Il a rappelé que les méthodes de travail devaient être examinées et approuvées au sein du Comité. Il a demandé si, par le passé, certains avaient contourné l'autorité du Comité en portant une décision directement devant le Conseil. Il a insisté sur l'importance de cette question pour l'avenir du Comité.

38. Le représentant de la Géorgie a salué le rôle significatif joué par la société civile dans la mise en œuvre des priorités de l'ONU, y compris leurs contributions inestimables à la protection des droits humains et à la réalisation des objectifs de développement durable. Il a déclaré que depuis des dizaines d'années, les organisations de la société civile contribuaient de manière significative à éclairer les décisions des États Membres dans le domaine des droits humains, du développement durable, des changements climatiques et de la pérennisation de la paix. L'intervenant a ajouté que la Géorgie avait toujours appuyé la participation active des organisations non gouvernementales aux principaux piliers de l'action de l'ONU. Il a souligné le rôle essentiel joué par la société civile dans la pleine mise en œuvre des cadres convenus, notamment le Programme 2030, les objectifs de développement durable, l'Accord de Paris et les traités relatifs aux droits de l'homme. Il a ajouté que la Géorgie continuerait de s'engager de manière constructive dans les travaux du Comité afin de favoriser la participation des organisations non gouvernementales au système des Nations Unies.

39. Le représentant de l'Inde a déclaré que son pays disposait d'une société civile active, dynamique et pluraliste. Il a affirmé que l'Inde soutenait une approche inclusive de la participation de la société civile aux activités de l'ONU. Il a souligné que l'Inde maintenait une position de principe selon laquelle, en tant qu'organe intergouvernemental spécialisé, le Comité était chargé, en vertu de la résolution 1996/31 du Conseil, d'évaluer la crédibilité de chaque demande et de demander des

éclaircissements afin de pouvoir formuler une recommandation mûrement réfléchie au Conseil. L'intervenant a ajouté que le Comité remplissait une fonction très critique et que les membres du Comité avaient le droit inhérent de poser des questions pertinentes, conformément à la résolution 1996/31. Il était regrettable que ce droit de poser des questions soit remis en cause par certaines délégations. Notant l'intention d'une poignée de délégations de solliciter le Conseil sur les méthodes de travail du Comité, il a souligné qu'il appartenait uniquement au Comité d'examiner les méthodes de travail du Comité. Le Comité avait un but précis et il était très important de ne pas porter atteinte à sa nature spécialisée en recourant à des raccourcis, en contournant les débats et en transmettant les décisions directement au Conseil économique et social. L'Inde avait pleinement participé aux réunions informelles sur les méthodes de travail et elle continuerait à s'engager auprès des autres membres du Comité en vue de parvenir à une décision acceptable pour tous les membres du Comité. L'intervenant a confirmé que l'Inde continuerait à soutenir les procédures et pratiques établies du Comité.

40. L'observatrice du Mexique a reconnu l'importance des travaux du Comité. Le récent mandat de membre du Comité de sa délégation au cours de la période 2019-2022 a permis au Mexique d'apprécier de première main les difficultés et les opportunités auxquelles le Comité est confronté, ainsi que leur importance capitale pour la participation des organisations non gouvernementales au système des Nations Unies. L'intervenante a souligné que depuis la création de l'ONU, la société civile avait toujours fait office d'alliée dans la promotion des idéaux et des objectifs de l'Organisation. Elle a ajouté que les États Membres ne devaient pas oublier qu'ils étaient responsables vis-à-vis de la société civile et que c'était dans ce cadre qu'apparaissaient les meilleures stratégies de collaboration. L'intervenante a rappelé que le Comité avait pour mission de transmettre au Conseil des recommandations sur l'octroi du statut consultatif aux organisations non gouvernementales. Elle a souligné que, dans ses délibérations, le Comité ne devait pas prendre en considération les positions politiques des organisations, mais plutôt adopter une position impartiale et s'attacher uniquement à déterminer si les organisations candidates remplissaient les conditions spécifiques requises pour se voir accorder le statut consultatif. Elle a félicité le Comité pour la poursuite des échanges avec les organisations candidates lors des sessions de questions-réponses et a encouragé le Comité à prévoir la possibilité d'échanges virtuels, ajoutant que les organisations qui ont les moyens de se rendre à New York pouvaient continuer à le faire. Le fait d'autoriser des interactions virtuelles renforcerait la participation des ONG de toutes les régions, en particulier celles des pays en développement, conformément à la résolution 1996/31 du Conseil. Elle a également rappelé que cette résolution chargeait le Comité d'organiser des consultations avec les organisations non gouvernementales. Elle a souligné que le Mexique avait accueilli favorablement la reprise de ces consultations en 2022, mais qu'il était toutefois regrettable que le Comité ne les ait pas organisées en 2023. Elle a appelé les membres du Comité à s'acquitter de leur mandat en organisant ces consultations et a également demandé au Secrétariat de mettre en place les moyens logistiques nécessaires à cet effet.

41. La représentante de l'Union européenne, en sa qualité d'observatrice, a indiqué que même si aucun État membre de l'Union européenne ne siégeait actuellement au Comité des organisations non gouvernementales, sa délégation réaffirmait sa ferme volonté d'encourager et de soutenir l'engagement de la société civile, que ce soit sur son territoire, à l'étranger ou dans l'enceinte de l'ONU. Elle a insisté sur le rôle essentiel que jouait la société civile en contribuant à la protection et à la promotion des droits humains, en mettant en lumière les problèmes et en obligeant les États Membres à rendre compte de leurs obligations et de leurs engagements internationaux. Le partenariat avec la société civile faisait partie de l'ADN de l'Union

européenne, laquelle s'employait à promouvoir la participation des ONG aux travaux de l'ONU, notamment à l'Assemblée générale, au Conseil des droits de l'homme et à d'autres instances multilatérales. L'intervenante a précisé que l'Union européenne n'était pas à l'abri de vives critiques de la part de la société civile, mais qu'elle croyait fermement en l'importance d'une discussion ouverte et transparente sur les problèmes sociétaux actuels. Elle a encouragé le Comité à agir en tant qu'ardent promoteur de la participation des organisations non gouvernementales aux systèmes des Nations Unies et s'est déclarée profondément préoccupée par la pratique persistante du report injustifié de l'accréditation de certaines ONG sur la base d'arguments douteux et de questions répétitives contraires à l'esprit de la résolution 1996/31. Elle a appelé tous les États Membres de l'ONU à créer un environnement favorable aux organisations non gouvernementales au niveau national. Elle a ajouté que l'Union européenne avait pris note des décisions prises par le Conseil, ces dernières années, en vue d'accorder le statut consultatif à plusieurs organisations non gouvernementales, sans suivre les recommandations du Comité. Elle a rappelé qu'il appartenait au Conseil de prendre une décision définitive sur l'octroi du statut consultatif et qu'il lui était déjà arrivé d'exercer cette faculté dans des cas où le Comité n'avait pas rempli son mandat. L'intervenante a ajouté que, pour la session en cours, il n'y avait aucune raison que le Comité retarde encore l'examen de plusieurs demandes d'organisations non gouvernementales ayant leur siège dans l'Union européenne, qui étaient en attente depuis longtemps, notamment celles de l'Hellenic Institute of Cultural Diplomacy et de la Panhellenic Union of Cappadocian Associations. Elle a demandé aux membres du Comité d'accorder l'accréditation à ces organisations sans plus tarder. Elle a confirmé que l'Union européenne et ses États membres restaient disposés à travailler de manière ouverte, transparente et constructive avec tous les États Membres de l'ONU pour résoudre toute question relative aux activités et aux fonctions cruciales du Comité.

42. Répondant aux questions soulevées par le représentant de Cuba sur la nouvelle plateforme informatique, le Chef du Service des organisations non gouvernementales a expliqué que le Secrétariat travaillait sur la fusion de quatre plateformes en une seule. Il a ajouté que la proposition comportait plusieurs phases et que le Secrétariat devait participer à la dernière phase, qui consistait à tester le système et à migrer les données. En réponse à la question de savoir si le Conseil pouvait modifier les méthodes de travail du Comité, le Secrétariat du Comité a déclaré qu'il appartenait au Conseil d'en décider.

43. Dans son allocution de clôture, à la 15^e séance, le 31 janvier, la Présidente du Comité a indiqué que le travail du Comité s'était déroulé sans heurts et que les membres du Comité avaient fait preuve de respect et de professionnalisme dans leurs contributions. Elle a remercié les membres du Comité pour leur précieuse participation, qui avait permis de clôturer avec succès la première session. Elle a ajouté que le Comité avait recommandé d'accorder le statut consultatif à 132 organisations sur l'ensemble des demandes en cours d'examen. Cela impliquait une charge de travail plus importante pour la reprise de la session, notamment en raison du grand nombre de demandes reportées lors la session actuelle. La Présidente a remercié toutes les organisations non gouvernementales qui avaient fourni rapidement des réponses écrites aux questions posées par le Comité, ainsi que les représentations qui avaient assisté et participé aux sessions interactives de questions-réponses. Elle a souligné combien il était important que l'ONU s'engage auprès des ONG pourvues de connaissances et d'expériences. Elle a ajouté que la capacité à partager ces expériences était essentielle aux travaux de l'ONU et aux efforts visant à accélérer la réalisation du Programme 2030 et des objectifs de développement durable. La Présidente a conclu la session en remerciant les autres membres du Comité pour leur soutien et leur engagement, et les membres du Secrétariat pour leur

travail acharné et leur professionnalisme en dépit de l'augmentation constante du nombre de demandes d'admission au statut consultatif.

B. Participation

44. Dix-huit membres du Comité ont participé à la session. Les observateurs d'autres États Membres de l'Organisation des Nations Unies, les observateurs d'États non membres, les représentants d'organismes des Nations Unies et les observateurs d'organisations non gouvernementales y ont également pris part. La liste des participants sera publiée sous la cote [E/C.2/2024/INF/1](#).

45. À sa session ordinaire de 2024, le Comité a entendu 15 représentants d'organisations non gouvernementales, qui ont eu la possibilité de répondre à ses questions. Les renseignements supplémentaires fournis par les représentants et représentantes ont facilité le débat et aidé le Comité à se prononcer.

C. Élection du Bureau

46. À sa 1^{re} séance, le 22 janvier, le Comité a élu Zebib Gebrekidan (Érythrée) Président.

D. Ordre du jour

47. À sa 1^{re} séance, le 22 janvier, le Comité a approuvé l'ordre du jour provisoire de sa session de 2024, publié sous la cote [E/C.2/2024/1/Rev.1](#). L'ordre du jour se lit comme suit :

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Demandes d'admission au statut consultatif auprès du Conseil et demandes de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales :
 - a) Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures ;
 - b) Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et de reclassement ;
 - c) Demandes émanant d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif qui ont fusionné avec d'autres organisations non gouvernementales non dotées de ce statut.
4. Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil :
 - a) Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif ;
 - b) Nouveaux rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif ;
5. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales.
6. Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil, s'agissant, notamment, du processus d'accréditation

des représentantes et représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil :

- a) Processus d'accréditation des représentants et représentantes des organisations non gouvernementales ;
 - b) Questions inscrites à l'ordre du jour du groupe de travail informel ;
 - c) Questions connexes diverses.
7. Rapports spéciaux.
 8. Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG.
 9. Ordre du jour provisoire et documentation de la session de 2025 du Comité.
 10. Adoption du rapport du Comité.

VIII. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa session ordinaire de 2024

48. À sa 15^e séance, le 31 janvier, le Comité a pris note du projet de rapport et autorisé la Rapporteuse à en établir la version définitive avec l'appui du Secrétariat et en consultation avec les membres, selon qu'il conviendrait, afin qu'il soit présenté au Conseil économique et social pour que celui-ci y donne la suite voulue.

49. À sa 16^e séance, le 9 février, le Comité a adopté le présent rapport.
